

# Bâtir votre monde sécuritaire

RAPPORT ANNUEL 2010



**GARDA**  
(TSX: GW)

# Bâtir votre monde sécuritaire

Garda, dont le siège social est à Montréal, est l'une des entreprises mondiales les plus réputées en matière de transport de valeurs, de sécurité physique, de vérifications préemploi et de services conseils en gestion du risque. Ses milliers de professionnels hautement qualifiés et parmi les mieux formés au sein de l'industrie desservent une clientèle diversifiée, située en Amérique du Nord, en Amérique Latine, en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. La philosophie de gestion décentralisée de l'entreprise ainsi que sa structure encourage ses employés à développer leur esprit entrepreneurial et à se surpasser, afin d'offrir un service à la clientèle de qualité supérieure et de toujours aspirer à l'excellence.

Les experts de Garda à travers le monde prennent le temps de bien comprendre les objectifs d'affaires et la mission de leurs clients afin de proposer des solutions sur mesure qui répondent à leurs besoins, par le biais d'un important engagement local. Les clients peuvent ainsi améliorer leur rendement et remplir leurs obligations corporatives.

La solide expérience de Garda et son engagement à toujours appliquer les normes éthiques les plus élevées ont permis à l'entreprise de se tailler une réputation inégalée d'intégrité, de leadership et de hauts standards. Plus important encore, Garda est une firme en laquelle les entreprises, les gouvernements et les particuliers ont confiance, jour après jour.



	2010	2009	2008
		(retraité) <sup>(2)</sup>	(retraité) <sup>(2)</sup>
(en milliers de dollars, sauf les données par action et le nombre de professionnels)	\$	\$	\$
<b>Exploitation</b>			
Revenus	<b>1 083 087</b>	1 104 788	1 014 164
Bénéfice brut	<b>280 086</b>	277 003	229 227
Bénéfice d'exploitation <sup>(1)</sup>	<b>128 234</b>	116 543	94 728
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	<b>(35 292)</b>	(98 148)	14 696
Marge brute d'autofinancement <sup>(1)</sup>	<b>56 676</b>	43 025	57 017
Bénéfice net (perte nette) ajusté <sup>(1)</sup>	<b>10 002</b>	(839)	6 836
<b>Investissements</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>20 077</b>	24 586	28 272
<b>Situation financière</b>			
Total de l'actif	<b>804 135</b>	986 030	953 447
Dette à long terme (incluant la portion court terme)	<b>552 289</b>	661 002	623 148
Capitaux propres	<b>44 374</b>	60 898	118 517
<b>Données par action</b>			
Bénéfice net (perte nette) de base par action	<b>(1,12)</b>	(3,12)	0,47
Bénéfice net (perte nette) ajusté de base par action	<b>0,32</b>	(0,03)	0,22
Marge brute d'autofinancement de base par action	<b>1,80</b>	1,37	1,84
Nombre d'actions de catégorie « A » en circulation	<b>31 597 298</b>	31 477 882	31 399 569
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie « A » en circulation	<b>31 522 593</b>	31 456 109	30 968 062
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie « A » en circulation pour le calcul du bénéfice dilué par action	<b>31 522 593</b>	31 456 109	31 961 085
<b>Professionnels</b>	<b>45 000</b>	50 000	50 000

<sup>(1)</sup> La marge brute d'autofinancement, le bénéfice net (perte nette) ajusté et le bénéfice d'exploitation ne sont pas des mesures reconnues par les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »).

<sup>(2)</sup> La Société a adopté rétroactivement le chapitre 3064 avec retraitement des états financiers consolidés (voir note 4 aux états financiers consolidés).

## TABLE DES MATIÈRES

01 Renseignements financiers annuels choisis	30 Énoncé de responsabilité de la direction
02 Gardà en un clin d'œil	31 Rapport des vérificateurs
04 Équipe de leadership	32 États financiers consolidés
06 Message aux actionnaires	35 Notes afférentes aux états financiers consolidés
10 Revue des activités	58 Conseil d'administration et haute direction
16 Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation	59 Comité avisur international, renseignements à l'intention des actionnaires et communauté et implication sociale



## Fournisseur de qualité supérieure en transport de valeurs en Amérique du Nord



- **Leader de l'industrie offrant une plateforme de technologie de pointe**

- Première entreprise au sein de l'industrie à introduire une technologie de suivi des livraisons – CashTrak
- Première entreprise à utiliser la technologie « smart safe » pour les coffres-forts – CashLINK
- Première entreprise à utiliser les véhicules de poids léger – Sprinters
- Première entreprise à offrir la gestion de l'encaisse aux institutions financières
- Première entreprise à offrir la facturation sur demande en ligne

- **Solide base clients**

- Plus de 50 % de nos clients sont des institutions financières importantes

- **Une alternative crédible**

- Solide plateforme nord-américaine avec 150 bureaux et une couverture nationale
- Traitement de 200 milliards \$ US par année dans nos chambres fortes
- La plus jeune flotte de véhicules au sein de l'industrie, +2 500 véhicules blindés et 172 avions cargo
- Organisation centrée sur le client
- Leader de l'industrie aux standards de qualité les plus élevés



## Leader de solutions complètes en sécurité physique au Canada



- **Leader de l'industrie**

- Une solide réputation comme fournisseur de services de haute qualité
- Une contribution à la sécurité nationale du Canada par le biais de plusieurs partenariats publics-privés majeurs
- Une couverture nationale d'un océan à l'autre avec plus de 45 bureaux

- **Importante base clients**

- Solides relations dans les secteurs des services de la santé, des télécommunications, des ressources naturelles, du commerce de détail, de la gestion des propriétés et du transport

- **Solide image de marque au Canada**

- Formation complète offerte à tous nos agents qui desservent notre clientèle avec des standards supérieurs aux normes de l'industrie
- Certifié ISO 9001 et engagé à offrir des services de haute qualité ainsi qu'à maintenir un système de gestion de la qualité efficace et économique



## Notre opération en croissance de services conseils en gestion du risque



- **Parmi les 10 plus importantes entreprises mondiales, avec un focus sur les marchés en croissance**

- Maximiser le potentiel en Irak, incluant la région du Nord de l'Irak
- Développer notre plateforme au sein des marchés clés en Afghanistan et au Pakistan
- Explorer de nouveaux marchés en Amérique Latine et en Afrique du Nord

- **Partenaire de confiance pour la prestation de services conseils et de renseignements**

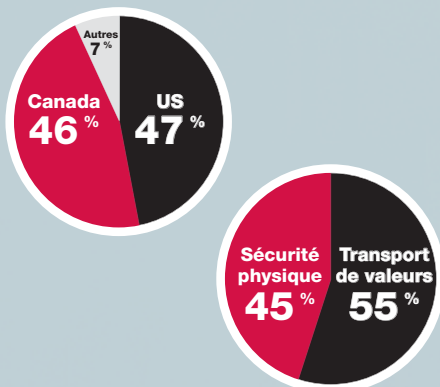
- Services de protection aux industries des ressources naturelles, de développement d'infrastructures, des télécommunications, d'organismes humanitaires et d'ONG ainsi qu'à des agences gouvernementales stratégiques
- Sélectionné par le British Foreign & Commonwealth Office pour protéger ses installations en Irak

# Devenir le meilleur opérateur

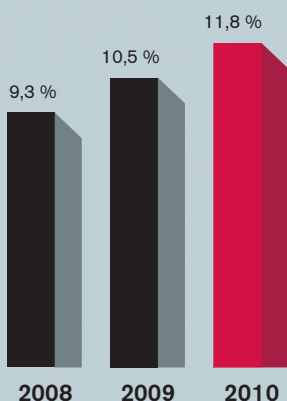
## Revenus (en millions de dollars)



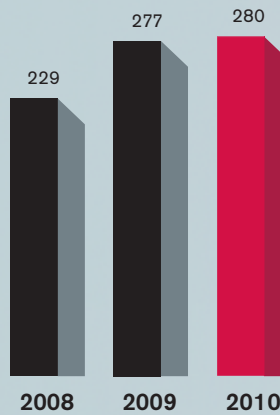
## Revenus (par géographie et par secteur)



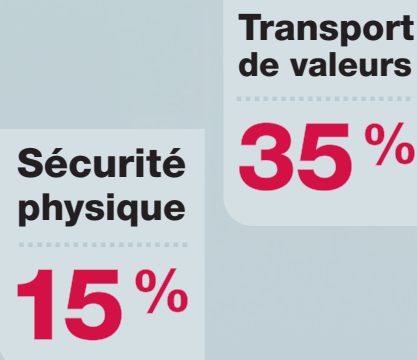
## Bénéfice d'exploitation (% des revenus)



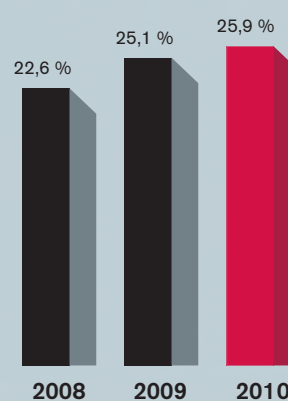
## Bénéfice brut (en millions de dollars)



## Bénéfice brut (% des revenus)



## Bénéfice brut (% des revenus)



## Revenus

**1,1 \$**  
milliard

## Bénéfice d'exploitation

**128 \$**  
millions

## Bénéfice net (ajusté)

**10 \$**  
millions

## Marge brute d'autofinancement

**57 \$**  
millions

## Réduction de la dette à long terme

**109 \$**  
millions

## Entrepreneurship



**Patrice Boily**  
Chef de l'exploitation  
transport de valeurs,  
Canada

**Guy Côté**  
Vice-président  
sécurité  
corporative

**Nathalie de Champlain**  
Vice-présidente  
marketing et  
communications et  
chef de cabinet,  
bureau du président

**Alain Dumont**  
Vice-président principal  
développement  
corporatif stratégique

**Marc-Andre Aubé**  
Chef de l'exploitation  
sécurité physique,  
Canada

# Bâtir votre monde sécuritaire

# Performance



**Stéphane Crétier**  
Président et chef  
de la direction

**Richard Drutman**  
Président  
Garda Cash Logistics

**LeMarque Sheppard**  
Président  
GardaWorld

**Patrick Prince**  
Vice-président principal  
et chef de la direction  
financière

**Allan Bentley**  
Vice-président principal  
sécurité et aéroports

« Nos réalisations sont le fruit d'une planification minutieuse par une équipe de leaders expérimentée qui possède un esprit entrepreneurial unique et consacre ses efforts constants sur la qualité de l'exécution. Les plateformes que nous avons bâties au cours des années passées représentent maintenant de solides fondations qui nous permettent de livrer des services à valeur ajoutée hautement compétitifs ».

**Stéphane Crétier**  
Président et chef de la direction



Chers actionnaires,

En 2010, Garda a surmonté les plus grands défis de son histoire malgré la période extrêmement difficile qu'a traversé l'économie américaine et le niveau de dette bancaire de l'entreprise dans un contexte de crise internationale des marchés de crédits. En dépit de ces conditions, Garda a maintenu son focus sur sa stratégie première de devenir le meilleur opérateur de toute l'industrie. Au cours de cette période, nous avons réalisé une solide performance démontrant notre résilience et notre détermination ainsi que la pertinence fondamentale de notre stratégie corporative.

Garda termine l'année avec des résultats positifs. Nos revenus se sont élevés à 1,1 milliards \$ CA et notre bénéfice d'exploitation à 128 millions \$ CA, soit une augmentation de 10 % malgré la situation économique défavorable. Notre marge brute d'autofinancement s'est chiffrée à 57 millions \$ CA, notre bénéfice brut a augmenté à 25,9 % et nous avons réduit notre dette de 109 millions \$ CA.

Au cours de l'année, nous avons renforcé nos principales plateformes de Transport de valeurs, de Sécurité physique et de Services conseils en gestion du risque. Nous avons revu notre structure organisationnelle et nos processus, contribuant à l'amélioration continue des résultats opérationnels de nos unités d'affaires, leur permettant ainsi de livrer de solides résultats et de capitaliser sur des occasions de croissance dans chacun de nos marchés. De façon plus importante, nous avons investi en nos employés en leur donnant accès à une structure de gestion améliorée et à des outils organisationnels plus efficaces ainsi qu'en mettant en œuvre de nouvelles mesures préventives en santé et sécurité au travail.

Après avoir refinancé avec succès notre dette existante, nous avons réduit notre risque, amélioré notre structure financière et positionné Garda avantageusement pour tirer parti d'excellentes occasions de croissance qui se présentent dans tous les marchés que nous desservons.

**« Au cours de l'exercice financier, Garda a maintenu son focus sur sa stratégie première de devenir le meilleur opérateur de toute l'industrie. Nous avons réalisé une solide performance démontrant notre résilience et notre détermination ainsi que la pertinence fondamentale de notre stratégie corporative ».**

**Stéphan Crétier**

Président et chef de la direction

### **Bâtir le meilleur opérateur de l'industrie**

Nos réalisations sont le fruit d'une planification minutieuse par une équipe de leaders expérimentée qui possède un esprit entrepreneurial et consacre ses efforts constants sur la qualité de l'exécution. Les plateformes que nous avons bâties au cours des années passées représentent maintenant de solides fondations qui nous permettent de livrer des services à valeur ajoutée hautement compétitifs. Aujourd'hui, nous bénéficions de tendances de marché extrêmement intéressantes dans les secteurs du transport de valeurs et de la sécurité physique. Nos marges dans chacun des secteurs d'opérations sont solides : le transport de valeurs à 35 % et la sécurité physique à 15 %. En résumé, nous faisons d'excellents progrès afin de devenir le meilleur opérateur de l'industrie des services de sécurité et du transport de valeurs.

### **Garda : le pouvoir d'un nom reconnu et de confiance**

La confiance de nos clients envers notre entreprise, nos professionnels et nos services est un facteur important du succès de Garda. Cette année financière a démontré le succès de notre culture centrée sur le client alors que nous avons continué à suivre de façon serrée nos indicateurs clés de performance (ICP) avec nos clients stratégiques et à excéder les attentes des critères stipulés dans les ententes de service. Nous avons constamment offert des services à valeur ajoutée, adapté nos opérations aux nouvelles conditions de marché et mis en œuvre une solide stratégie de communication et d'interaction constante avec nos clients clés.

Cette confiance comporte de nombreux avantages pour Garda et se reflète avantageusement sur l'ensemble des opérations de l'entreprise – en commençant par les demandes d'évacuation de clients suite au tremblement de terre en Haïti, en passant par le secteur de la santé requérant des services de sécurité spécialisés au cours de la crise H1N1, jusqu'aux services de gestion du numéraire et de l'argent, l'un des processus les plus critiques pour les institutions financières.

Plusieurs de nos clients sont partenaires avec Garda depuis des décennies et continuent de croître avec nous. Le British Foreign and Commonwealth Office (FCO) a sélectionné GardaWorld, notre entité de services conseils en gestion du risque, pour tous ses services de protection en Irak. Le Mouvement des caisses Desjardins, le plus important client de Garda dans le secteur du transport de valeurs depuis plusieurs années, a réaffirmé son partenariat avec nous en renouvelant un contrat de cinq ans évalué à 200 millions \$ CA. Nous offrons à Desjardins des services de transport de valeurs en camions blindés, de gestion du numéraire et de l'encaisse et des services complets d'approvisionnement de guichets automatiques. De plus en plus, nos clients s'engagent dans des relations d'affaires à long terme avec nous, ce qui reflète leur confiance en notre solide gouvernance corporative et notre engagement à devenir l'opérateur d'excellence au sein de l'industrie. Nous sommes partenaires avec des clients partout à travers le monde et les accompagnons dans leurs stratégies de croissance et leurs succès.

### **Le pouvoir de la diversité**

L'une des forces fondamentales de Garda réside dans la diversité – de nos revenus, nos clients, nos employés et les secteurs géographiques que nous desservons. Cette force qui se reflète à l'ensemble de nos unités d'affaires permet à Garda de contrer les fluctuations économiques et nous donne la stabilité afin de conserver le focus sur nos stratégies et atteindre nos objectifs à long terme.

Nos revenus se divisent presque uniformément entre le transport de valeurs (55 %) et la sécurité physique (45 %) et sont géographiquement dispersés à travers les États-Unis (47 %), le Canada (46 %) et internationalement (7 %). Dans le secteur du transport de valeurs, nos revenus sont dispersés également entre les institutions financières et les détaillants. Dans le secteur de la sécurité physique, nous servons un vaste nombre d'industries dont les secteurs de l'énergie, des télécommunications, de la santé, de la gestion immobilière, de la construction et de l'aide humanitaire et des agences gouvernementales. Nos équipes de professionnels rassemblent un large éventail de talents et possèdent expertise, compétences et expériences professionnelles variées. De cette diversité provient notre résilience.

### **Des plateformes solides pour le future**

Garda bénéficie de la force de ses plateformes qui sont avantageusement positionnées pour croître organiquement dans toutes les industries que nous desservons. Au cours des années à venir, nous maximiserons nos revenus et notre profitabilité en mettant le focus sur la croissance avec nos clients existants, l'obtention de nouveaux contrats et en développant nos opérations sur le plan géographique.

### **Transport de valeurs**

Pour la première fois en 150 ans, le marché du transport de valeurs aux États-Unis possède deux plateformes compétitives nationales avec la présence de Garda qui est l'alternative crédible à la compétition. Nos solutions intégrées pour toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement permettent ainsi de capitaliser sur la tendance bancaire américaine hautement lucrative de la sous-traitance des services de logistique

et de gestion de l'argent et du numéraire ainsi que du service de voûtes. Fort de ses 150 centres d'opérations aux États-Unis et au Canada, notre réseau de voûtes et nos infrastructures en matière de traitement rapide de l'argent nous permettront d'aller chercher d'importants revenus avec les institutions financières et créer de nouvelles occasions d'affaires avec les détaillants qui n'utilisent pas les solutions de transport de valeurs.

### **Sécurité physique**

Garda est devenue la norme en matière de services de sécurité au Canada. Leader du marché de la sécurité physique au pays, nous offrons un niveau de service élevé qu'aucun compétiteur ne peut égaler aujourd'hui. Au cours de la prochaine année, nous mettrons le focus sur la livraison de services de haute qualité pour les clients industriels et dans le secteur des infrastructures en nous appuyant sur notre présence et notre réputation ainsi que sur notre habileté à croître avec un minimum d'investissement en capital.

### **Services conseils en gestion du risque**

En plus de développer de nouveaux marchés en Amérique Latine et en Afrique du Nord, GardaWorld continuera à maximiser son potentiel en profitant de l'expansion géographique des opérations de ses clients. GardaWorld est également bien positionnée pour supporter les efforts de reconstruction des infrastructures dans les régions post-conflits. Pour ce faire, elle se concentrera sur les marchés dans lesquels nous sommes bien établis et là où nous supportons de plus en plus les missions diplomatiques, comme le FCO en Irak.

Grâce aux efforts de nos milliers de professionnels à travers le monde, nous livrons sur notre promesse d'aider nos clients à bâtir un monde sécuritaire. En retour, le succès de notre mission est de faire de Garda un investissement sécuritaire et réussi pour tous nos actionnaires.

J'aimerais remercier tous nos employés pour leur passion et leur engagement à faire de Garda le meilleur opérateur au sein de l'industrie de la sécurité et du transport de valeurs. Chaque jour, leur esprit entrepreneurial, leur performance et leur focus client différencient Garda de la compétition. J'aimerais aussi remercier spécialement les membres du conseil d'administration qui nous ont offert un support et des conseils extraordinaires tout au cours de cette période intense.

Grâce à un remarquable effort collectif au sein de Garda, nous poursuivons notre mission et nous investissons dans un future rempli d'opportunités afin de contribuer à rendre **votre monde sécuritaire.**



PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION,  
**STÉPHAN CRÉTIER**



## Les banques adoptent la sous-traitance en réponse aux changements majeurs que traverse l'industrie financière

### La tendance

Aujourd'hui, un nouveau critère de succès domine le secteur bancaire : moins vous touchez à l'argent – en espèces ou en chèques – plus vous en faites. Cette déclaration qui semble paradoxale stimule la croissance et l'innovation des plus florissantes institutions financières aux États-Unis alors que l'industrie émerge tout juste de la crise financière.

Manipuler les dépôts d'un client, que ce soit en espèces, en chèques ou les deux – en commençant par la vérification et la consolidation des dépôts, en passant par le décompte à haute vitesse, la gestion de l'inventaire, la préparation du change et la transmission électronique des chèques – devient une tâche plus coûteuse et moins profitable pour les institutions financières.

Elles préfèrent les traiter une fois seulement ou jamais. Ceci requiert un investissement significatif en matière de nouvelle technologie, de processus et de contrôles. L'essence même du transport de valeurs consiste à prendre en charge tout le processus de la chaîne d'approvisionnement de l'argent et des chèques, à l'intérieur et à l'extérieur de la banque. Plusieurs institutions financières ne détiennent pas assez de volume d'affaires pour justifier l'investissement requis ou encore veulent utiliser leur capital pour des produits qui leur offriront un meilleur retour sur l'investissement.

« Notre priorité doit être centrée sur la clientèle et l'expérience positive qu'elle éprouve en faisant affaires avec nous », explique un haut dirigeant d'une institution financière. « Les consommateurs demandent des services financiers plus flexibles et innovateurs et nous sommes fiers de pouvoir répondre à ces besoins. C'est notre champ d'expertise. Nous comptons sur Garda pour effectuer les fonctions de gestion du numéraire efficacement et de façon économique ».

### Le rôle de Garda

Les 140 centres de transaction de Garda à travers les États-Unis sont entièrement automatisés permettant ainsi aux banques de se concentrer au développement des affaires local, régional et national. Le réseau et la technologie de Garda contribuent ainsi à diminuer les coûts de transactions liés aux dépôts d'argent et de chèques. Les institutions financières n'ont plus besoin de manipuler l'argent ou les chèques. Le système de gestion du numéraire Money Manager de Garda configure les données selon les spécifications des clients donnant ainsi des transmissions de données détaillées et justes qui peuvent facilement être intégrées aux systèmes internes des rapports de la banque.

« Nous traitons plus de 14 milliards de dollars américains en espèces chaque mois », explique Richard Drutman, président de Garda Cash Logistics, « et notre flotte de véhicules blindés effectue plus de 60 000 cueillettes chaque jour. En travaillant avec les plus importantes institutions financières de l'Amérique du Nord, nous détenons la capacité et l'expérience afin de comprendre et de répondre aux exigences et aux demandes personnalisées de nos clients ».

Pour plusieurs banques, la plus grande barrière à la sous-traitance est la crainte qu'il en résulte une perte de contrôle. « C'était un grand problème pour nous », affirme un haut dirigeant qui, en tant que nouveau client de Garda, était agréablement surpris de trouver qu'il avait accès à des rapports plus raffinés avec Garda qu'avec ses propres systèmes internes alors que la fusion de sa banque avec une autre institution financière avait créé des différences dans les systèmes de technologie de l'information et des cauchemars d'intégration. Garda offre un accès en ligne, en temps réel à l'information en matière de traitement du numéraire et de rapports pour faciliter la gestion du numéraire.

### L'impact de Garda

« Garda a littéralement joué le rôle d'agent de changement pour notre banque, nous permettant d'assimiler la nouvelle technologie et d'en tirer profit », affirme le directeur de la technologie de l'information œuvrant au sein d'une banque importante aux États-Unis. « L'équipe de Garda est extrêmement flexible dans son approche et a intégré ses solutions à nos opérations de façon transparente. Garda a pris le temps de comprendre nos besoins uniques et a parfaitement répondu à nos exigences ».

« Pour réussir dans l'environnement complexe et compétitif d'aujourd'hui, les institutions financières doivent se concentrer sur la rétention et l'augmentation de dépôts et des activités qui créent de la valeur à leur clientèle », ajoute un autre client de Garda. « Garda excelle dans le secteur du transport de valeurs et sait comment s'y prendre pour ajouter de la valeur à nos opérations et nous rendre plus compétitifs. Notre relation a généré de nouvelles occasions d'affaires et nous considérons Garda comme l'extension de notre équipe. Cette relation n'est pas de la sous-traitance, il s'agit d'un véritable partenariat », conclut-il. « C'est une relation à long terme qui nous aide à non seulement survivre dans l'environnement exigeant d'aujourd'hui, mais aussi à prospérer tout en créant les systèmes bancaires du futur ».



## Transport de valeurs



### Notre différence

.....

Nous différencions notre offre grâce à une technologie de pointe, des produits innovateurs et des services de qualité tout en effectuant un suivi méticuleux des indicateurs clés de notre performance.





## Les solutions complètes de Garda en matière de sécurité : l'antidote à la crise H1N1 au Québec

Une femme d'un certain âge patientait dans la file d'attente à l'extérieur de la clinique du plus important centre hospitalier montréalais. Elle était visiblement angoissée car elle était constamment bousculée par les gens autour d'elle. Elle était nerveuse et troublée par la colère grandissante des gens tandis que la foule avançait très lentement.

Dès son arrivée à l'intérieur de la clinique, une officier de sécurité Garda se rendit compte de la condition de la dame et s'avança vers elle avec un sourire rassurant. L'officier demanda poliment à la dame si elle se sentait bien puis la rassura en lui montrant l'emplacement du savon antibactérien, la première étape du processus de vaccination. Le visage de la dame se détendit lorsqu'elle constata que la ligne d'attente était bien organisée et que les gens avançaient de manière ordonnée. Certains affichaient même un sourire ou discutaient tranquillement, un portrait tout à fait différent des personnes qui poussaient et qui marmonnaient négativement à l'extérieur. En l'espace d'une heure, la dame put recevoir son vaccin et retourner chez elle en toute sécurité.

### La tendance

L'automne dernier, cette scène se répéta sans fin à travers le Canada alors que les hôpitaux et les cliniques offraient le vaccin contre la grippe H1N1, initialement disponible en quantités limitées et offert seulement aux gens faisant partie des groupes à risque élevé. Au cours de cette période initiale de vaccination, les hôpitaux et les cliniques devaient gérer la population en panique qui poussait pour avancer plus vite dans les files d'attentes afin de se faire immuniser.

Les médias comparaient la grippe H1N1 à la grippe épidémique espagnole de 1918 qui a tué près de 50 millions de personnes à travers le monde. Ils ont ainsi contribué à créer un sentiment de panique généralisé et la perception que l'épidémie était plus mortelle qu'elle ne l'était en réalité, ce que les experts en santé appellent « une épidémie émotionnelle ».

Heureusement, alors que la vague initiale de H1N1 ne s'avéra pas aussi grave que les projections extrêmes des médias, elle a tout de même eu un impact majeur à travers le pays. Selon Statistiques Canada, environ 21 millions d'heures ont été perdues alors que 1,5 millions de personnes se sont absentes en raison de la grippe. L'agence de la santé publique du Canada a révélé que 50,4 millions de doses du vaccin ont été achetées pour combattre l'épidémie.

### Le rôle de Garda

Avec la propagation rapide de la grippe et l'intensification de la crise, Garda a dû mobiliser et déployer un personnel hautement qualifié à l'ensemble du pays.

Alors que les hôpitaux et les cliniques luttèrent pour distribuer les vaccins, les experts de Garda ont géré efficacement l'embauche du personnel additionnel afin de supporter les efforts du système de santé. Ils ont de plus démontré une grande flexibilité afin d'offrir un service ininterrompu.

« Nos clients du secteur de la santé se sont immédiatement rendus compte de la nécessité de rehausser les standards de sécurité au sein de leurs établissements », se rappelle Marc-André Aubé, chef de l'exploitation, sécurité physique Garda au Canada. « Ils avaient besoin d'agents de sécurité spécialisés et bien formés pour veiller à la sécurité des employés et des patients. Nous devons les assister tout en veillant à ce que les procédures gouvernementales soient respectées et que l'accès aux cliniques soit permis uniquement aux personnes éligibles à recevoir le vaccin. Finalement, nous devons intervenir lors des conflits afin de restaurer l'ordre et gérer les foules ».

« Nos agents de sécurité assignés à la campagne de vaccination H1N1 étaient triés sur le volet. Ils ont démontré des compétences remarquables en matière de service à la clientèle et la capacité de contrôler d'importantes foules de gens anxieux ou en colère », se souvient Johanne Séguin qui a participé à la gestion de l'équipe de sécurité au sein de l'un des plus importants hôpitaux montréalais. « Ils ont reçu une formation spécialisée afin de pouvoir effectuer les procédures de vérifications requises et s'assurer que les gens suivent les directives d'hygiène avant de pouvoir intégrer la ligne d'attente. La plupart des gens étaient coopératifs », ajoute-t-elle, « et le processus s'est bien déroulé ».

### L'impact de Garda

« Garda évolue depuis de nombreuses années avec sa clientèle du secteur de la santé à travers le Canada », affirme M. Aubé. « Grâce à une telle expérience et une telle expertise, nous avons livré des services de sécurité hautement spécialisés d'une manière extrêmement rapide, ce qui était nécessaire dans le cadre de la gestion d'une crise comme la grippe H1N1 ».

« Nous sommes fiers du travail exceptionnel effectué par nos officiers de sécurité », ajoute M. Aubé. « Ils ont su mettre à profit leurs compétences techniques ainsi que leur compassion et leur empathie au service de milliers de personnes, tout en permettant aux professionnels de la santé d'effectuer leur travail en toute tranquillité, contribuant ainsi à rendre le monde plus sécuritaire pour les personnes touchées par cette crise ».

# Sécurité physique



## Notre différence

.....  
Nous différencions notre offre par nos services de qualité supérieure aux clients qui valorisent l'importance de la sécurité.





## Rendre le monde sécuritaire en Afghanistan

### La tendance

L'image vive des électeurs Afghans tout souriants qui brandissent leurs doigts teints d'encre pourpre représente le symbole de la démocratie florissante dans un pays ayant vécu des décennies de troubles. L'élection présidentielle de l'Afghanistan en 2009, au cours de laquelle les quelques cinq millions d'Afghans ont participé, a eu lieu alors que la population de souche, les travailleurs humanitaires et autres minorités étrangères étaient la cible de menaces de violence. Ces menaces à l'ensemble du territoire Afghan visaient à déstabiliser le pays et à réduire à néant un processus démocratique difficilement gagné.

Ce processus a en effet pu enfin se réaliser grâce aux efforts de centaines d'organismes non gouvernementaux (ONG) ayant pour mission la reconstruction des institutions gouvernementales et sociales afin de restaurer et de revitaliser une nation en déclin. Malheureusement, ces efforts, en Afghanistan et ailleurs, deviennent de plus en plus dangereux alors que les insurgés et les organisations terroristes s'en prennent aux civils innocents et aux agences humanitaires.

### Le rôle de GardaWorld

Créer un environnement dans lequel les ONG peuvent effectuer leur travail de façon sécuritaire représente un véritable défi en soi. Afin de forger des relations efficaces avec le peuple Afghan, les ONG ont besoin d'être perçues comme étant neutres. Être entouré de personnel de protection armé au comportement intimidant ne permet pas de gagner le cœur de la population en crainte de représailles violentes.

« Nous comprenons les besoins uniques des ONG, ce qui contribue à la réussite de leurs missions », explique le président de GardaWorld, LeMarque Sheppard, « nos services complets en matière de protection sont forgés selon l'approche discrète de nos procédures opérationnelles, une approche qui respecte parfaitement les méthodes de travail des ONG ».

GardaWorld offre aux ONG des installations et un support technique en Afghanistan ainsi que la protection de leurs intervenants voyageant à travers le pays par le biais notamment d'outils sophistiqués permettant de suivre les vas et viens des gens et des véhicules en tout temps. Nous offrons aussi des conseils en gestion du risque, incluant des analyses détaillées qui permettent au personnel des ONG de planifier leurs opérations en toute sécurité. GardaWorld supporte aussi les ONG au Pakistan, en Irak, en Amérique Latine et sur demande dans d'autres régions du monde. Tout récemment, nous avons déployé une équipe d'urgence suite au tremblement de terre qui a dévasté Haïti afin de localiser et d'évacuer le chef de mission pour un client.

Nos équipes de protection spécialisées (PSD) sont composées de gens locaux (*local nationals*) hautement formés et expérimentés travaillant étroitement avec le personnel international de GardaWorld. Nous sommes donc devenus une partie intégrante de la population locale, ce qui augmente notre efficacité et nous donne la capacité d'obtenir l'information habituellement inaccessible aux étrangers, une valeur inestimable qui contribue à la sécurité de nos clients.

### L'impact de GardaWorld

GardaWorld possède une approche unique de gestion du risque qui a assisté un grand nombre d'ONG en Afghanistan dont la mission est d'aider le pays à mettre en place une démocratie électorale par le biais de l'instauration des lois électorales, de l'enregistrement du vote, de l'administration électorale, de la formation des scrutateurs de vote, du suivi des médias, des rapports de résultats, de la logistique électorale et de l'éducation civique.

« Nous alignons GardaWorld avec la mission de nos clients en Afghanistan et ailleurs dans le monde », affirme M. Sheppard, « et cela nous permet de créer et de maintenir une couche de protection presque invisible tout autour de leurs opérations. En offrant à nos clients un contexte de travail sécuritaire, nous leur permettons d'assurer la sécurité et la stabilité au peuple Afghan dans le but de créer un gouvernement démocratique efficace et durable ».

# GardaWorld Services conseils en gestion du risque



## Notre différence

.....  
Nous différencions notre offre par notre approche discrète, notre focus sur les renseignements, notre travail avec des partenaires locaux stratégiques et notre équipe multinationale et talentueuse.



Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010

(Tous les montants présentés sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les actions et sauf indication contraire)

L'analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation de Corporation de Sécurité Garda World (la « Société » ou « Garda ») pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010 a été préparée en date du 29 avril 2010. Les renseignements contenus dans la présente tiennent compte de tout événement important survenu avant cette date. Cette analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et leurs notes afférentes pour l'année terminée le 31 janvier 2010 inclus dans le rapport annuel 2010 de la Société. Le rapport annuel, la notice annuelle et la circulaire de la direction sont également disponibles par l'entremise du système SEDAR, à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## Introduction

Le but de cette analyse financière est d'expliquer le point de vue de la direction sur les résultats opérationnels et financiers de Garda, ainsi que sa performance pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010. Cette analyse vise à fournir aux lecteurs une meilleure compréhension de nos objectifs, des perspectives d'avenir, des facteurs de risque et de la gestion de nos ressources financières.

L'information financière figurant dans ce rapport de gestion, ainsi que les montants inscrits dans les tableaux, sont exprimés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire. L'information financière comprise dans cette analyse contient également certains renseignements qui ne sont pas des mesures de performance conformes aux PCGR canadiens. À cet effet, la Société utilise les revenus après déductions faites des coûts d'exploitation, des frais fixes, des frais généraux et des frais d'administration (« bénéfice d'exploitation<sup>1</sup> »), le bénéfice net (perte nette) ajusté ainsi que la marge brute d'autofinancement, ces mesures permettant à la direction d'évaluer les rendements opérationnels et financiers de la Société dans chacun de ses secteurs d'activités.

## Déclarations prospectives

Exception faite des données historiques, l'analyse financière par la direction contient des informations et des déclarations concernant les résultats futurs de la Société qui doivent être considérées comme étant de nature prospective. Ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques, incertitudes et autres facteurs susceptibles d'influencer les résultats, performances et réalisations de la Société de sorte qu'ils pourraient être substantiellement

différents des résultats, performances et réalisations que de telles déclarations prospectives pourraient laisser sous-entendre. Parmi les facteurs à l'origine de ces imprécisions, notons les fluctuations des résultats trimestriels et annuels et la capacité de la Société à réduire son levier financier dans l'environnement de crédit actuel. Les autres facteurs contribuant à ces imprécisions sont les variations des taux d'intérêts et des devises étrangères, la réglementation gouvernementale, les permis et licences, la capacité de gérer efficacement la croissance, les conventions collectives, les couvertures d'assurance, le non-renouvellement ou les fins de contrats, l'évolution de la demande à l'égard des services offerts par la Société, les pressions exercées sur les prix par les concurrents, de même que la tendance générale du marché, la conjoncture économique et la solidité des économies locales des régions où nous exerçons nos activités. La liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive.

## Survol

Garda, dont le siège social est à Montréal, est l'une des entreprises les plus réputées en transport de valeurs, en sécurité physique et en services conseils en gestion du risque. La Société compte 45 000 professionnels de haut niveau parmi les mieux formés et les plus qualifiés de l'industrie qui offrent des services en Amérique du Nord, en Europe, en Amérique Latine, en Afrique du Nord, en Asie et au Moyen-Orient.

Notre stratégie est de bâtir des plateformes d'affaires qui permettront à la Société d'atteindre une position de leader. À partir de ces plateformes, la Société cible ses efforts sur le développement des affaires, l'expertise opérationnelle et le dévouement des employés dans le but de devenir le meilleur opérateur de l'industrie.

La structure et la philosophie de direction décentralisée de la Société encourage les employés à adopter une attitude entrepreneuriale axée sur la performance, à toujours viser l'excellence et l'efficacité opérationnelle ainsi qu'à offrir un service de qualité supérieure à ses clients.

Avec une pratique qui a fait ses preuves et un engagement à maintenir les plus hautes normes éthiques en tout temps, Garda a acquis une réputation d'intégrité, de leadership et d'implacables normes de sécurité. Par-dessus tout, Garda a su gagner la confiance des entreprises, des gouvernements et de ses clients.

<sup>1</sup> Bien que le bénéfice d'exploitation (les revenus après déductions faites des coûts d'exploitation, des frais fixes, des frais généraux et des frais d'administration) et le bénéfice net (perte nette) ajusté ne soient pas des mesures reconnues par les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), la direction les considère comme un outil de mesure supplémentaire utile. Ils sont indiqués afin d'aider à déterminer la capacité de la Société à dégager de la marge brute d'autofinancement. Les investisseurs sont également priés de noter que notre présentation du bénéfice d'exploitation et du bénéfice net (perte nette) ajusté pourrait ne pas être comparable à des mesures portant un nom similaire et utilisées par d'autres sociétés.

<sup>2</sup> La Société a adopté rétroactivement le chapitre 3064 avec retraitement des états financiers consolidés (voir note 4 aux états financiers consolidés).

## Notre gamme de services

Les secteurs d'activités de la Société sont le transport de valeurs et la sécurité physique.

### Transport de valeurs

Grâce à son positionnement comme leader dans l'est du Canada et assurant une couverture nationale aux États-Unis, Garda est le deuxième plus important transporteur de valeurs en Amérique du Nord. Notre plateforme comprend 150 points de services, 2 500 véhicules et 172 avions cargo, desservant plus de 13 000 clients, dont aucun ne représente plus de 10 % des revenus.

La clientèle de la Société inclut des grandes institutions financières, des entreprises de détail, des restaurateurs et des organismes gouvernementaux.

Notre mission est d'aider nos clients à diriger leurs entreprises plus facilement et de contribuer ainsi à leur croissance. Garda utilise des technologies novatrices et son savoir-faire logistique pour effectuer de manière sécuritaire et efficace le service de véhicules blindés, d'avions cargo, de gestion du numéraire et de maintenance de guichets automatiques et de coffres-forts. Notre solide expertise aide nos clients à réduire leurs risques, à rehausser leur productivité et à ajouter de la valeur à leurs processus et systèmes.

Nous nous différencions en offrant des technologies de pointe, des produits innovateurs et des services de transport de qualité.

### Sécurité physique

Le secteur de la sécurité physique comprend une variété de services au Canada, ainsi qu'à l'extérieur du pays, qui se détaillent comme suit :

#### Services d'agents de sécurité

La Société est un chef de file canadien dans le secteur de la sécurité physique. La Société offre une vaste gamme de services en réponse aux besoins de ses clients, dont des agents de sécurité pour protéger les gens et les biens pour plus de 4 500 clients, incluant les immeubles à bureaux, les grandes installations pétrolières, les parcs industriels ainsi que d'autres lieux à valeur importante. La Société fournit également des services de contrôle

de sécurité préalable à l'embarquement dans 26 aéroports canadiens, dont quatre des cinq plus grands aéroports au Canada. Finalement, la Société offre des services de protection de valeurs, de gestion de crise, de prévention des pertes, de patrouille ainsi que d'autres services spécialisés. La Société se distingue en offrant des services de qualité supérieure à des clients qui privilégient l'importance de la sécurité.

#### Services conseils en gestion du risque

De plus en plus d'organisations connaissent une croissance de leurs revenus au-delà de leurs frontières habituelles, notamment dans les marchés émergents. Par contre, la plupart du temps, évoluer dans ces marchés est synonyme de violence, de corruption et d'instabilité et exige donc une approche globale lors de la planification et de la gestion des risques. L'équipe de services conseils en gestion du risque de la Société a pour objectif de réduire les menaces pour sa clientèle et leurs impacts potentiels sur leurs opérations par le biais de renseignements locaux, géopolitiques et économiques. Notre équipe hautement qualifiée contribue à la continuité des affaires et au développement de nouveaux marchés pour sa clientèle sur les plans local, national et international.

Nos services comprennent des stratégies d'entrée sur le marché, l'évaluation des risques liés aux projets, la planification d'urgence, la réponse aux crises et les services d'analyse du risque. Nous nous différencions par notre approche discrète, nos services de renseignements, l'emploi de partenaires locaux stratégiques et des équipes talentueuses et hautement compétentes, dans le but de fournir des services de sécurité discrets et ainsi réduire le risque.

#### Services de vérifications préemploi

Les services de vérifications préemploi de la Société aident les clients à gérer les risques, à atténuer les pertes et à améliorer la sécurité, tout en les aidant à prendre des décisions d'affaires éclairées. En plus des services de vérifications préemploi qui comprennent les rapports sur les antécédents judiciaires, financiers et académiques d'un candidat, la Société offre des services à valeur ajoutée aux entreprises d'assurance et aux institutions financières. Pour la Société, le fait de fournir des renseignements adéquats à la prise de décision efficace est un autre moyen d'aider ses clients à réduire leurs risques.

## 18 ● ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010

(Tous les montants présentés sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les actions et sauf indication contraire)

### Renseignements financiers choisis

	2010	2009 (retraité) <sup>(2)</sup>	2008 (retraité) <sup>(2)</sup>
	\$	\$	\$
<b>Revenus des activités poursuivies</b>			
<b>Sécurité physique</b>			
Canada	418 380	409 548	413 297
États-Unis et autres	71 888	73 515	67 451
	<b>490 268</b>	<b>483 063</b>	<b>480 748</b>
<b>Transport de valeurs</b>			
Canada	74 977	72 975	66 225
États-Unis et autres	517 842	548 750	467 191
	<b>592 819</b>	<b>621 725</b>	<b>533 416</b>
<b>Total</b>			
Canada	493 357	482 523	479 522
États-Unis et autres	589 730	622 265	534 642
	<b>1 083 087</b>	<b>1 104 788</b>	<b>1 014 164</b>
<b>Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies</b>			
Sécurité physique	31 971	26 990	24 608
Transport de valeurs	96 263	89 553	70 120
	<b>128 234</b>	<b>116 543</b>	<b>94 728</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies</b>			
	<b>(27 453)</b>	<b>(73 471)</b>	<b>11 244</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) ajusté <sup>(1)</sup></b>			
	<b>10 002</b>	<b>(839)</b>	<b>6 836</b>

Le bénéfice net (perte nette) ajusté est concilié avec les états financiers dans le tableau suivant :

	2010	2009 (retraité) <sup>(2)</sup>	2008 (retraité) <sup>(2)</sup>
	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) selon les états financiers	(35 292)	(98 148)	14 696
Ajustements pour les transactions spécifiques :			
Règlement de litige	5 192	-	-
Dépréciation des écarts d'acquisitions	-	55 089	-
Ajustement relatif à la valeur comptable de la dette à long terme	20 035	-	-
Variation de la juste valeur des instruments financiers	27 649	23 998	-
Gain sur cession des actifs	-	-	(5 156)
Perte provenant des activités abandonnées	2 717	24 677	(3 452)
Perte sur cession des activités abandonnées	5 122	-	-
Impôts sur les transactions spécifiques	(15 421)	(6 455)	748
Bénéfice net (perte nette) ajusté <sup>(1)</sup>	<b>10 002</b>	<b>(839)</b>	<b>6 836</b>

	2010	2009 (retraité) <sup>(2)</sup>	2008 (retraité) <sup>(2)</sup>
	\$	\$	\$
<b>Autres données d'exploitation</b>			
<b>Bénéfice brut</b>			
Sécurité physique	15,1 %	13,9 %	12,7 %
Transport de valeurs	34,8 %	33,7 %	31,5 %
Consolidé	25,9 %	25,1 %	22,6 %
<b>Bénéfice d'exploitation</b>			
Sécurité physique	6,5 %	5,6 %	5,1 %
Transport de valeurs	16,2 %	14,4 %	13,1 %
Consolidé	11,8 %	10,5 %	9,3 %
<b>Données par action provenant des activités poursuivies</b>			
Bénéfice net (perte nette) de base par action provenant des activités poursuivies	(0,87)	(2,34)	0,36
Bénéfice net (perte nette) dilué par action provenant des activités poursuivies	(0,87)	(2,34)	0,35
<b>Données par action</b>			
Bénéfice net (perte nette) de base par action	(1,12)	(3,12)	0,47
Bénéfice net (perte nette) dilué par action	(1,12)	(3,12)	0,46
<b>Données ajustées par action</b>			
Bénéfice net (perte nette) de base ajusté par action	0,32	(0,03)	0,22
Bénéfice net (perte nette) dilué ajusté par action	0,32	(0,03)	0,21
<b>Données sur le bilan</b>			
Total des actifs	804 135	986 030	953 447
Total de la dette à long terme	552 289	661 002	623 148
Marge brute d'autofinancement	56 676	43 025	57 017

### Performance financière de l'exercice 2010

Tel que mentionné précédemment, la stratégie de la Société a été d'établir des plateformes et de les améliorer grâce au développement des affaires, à l'excellence opérationnelle et à l'entrepreneuriat afin de devenir le meilleur opérateur de l'industrie.

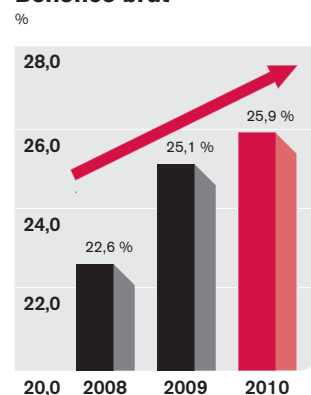
Au cours de l'exercice 2010, les efforts de la Société ont été mis sur cette stratégie. Avec l'environnement économique difficile aux États-Unis qui a affecté les institutions financières et les entreprises de détail ainsi que l'incertitude générale qui affecte les entreprises canadiennes et les projets de développement, la Société s'est concentrée à améliorer ses activités et à se positionner afin de profiter de la reprise économique.

Au cours de l'année, nos différentes opérations ont poursuivi la politique de réduction des coûts, amélioré la profitabilité à travers une efficacité accrue, signé de nouveaux contrats et garanti des contrats à long terme avec des clients existants.

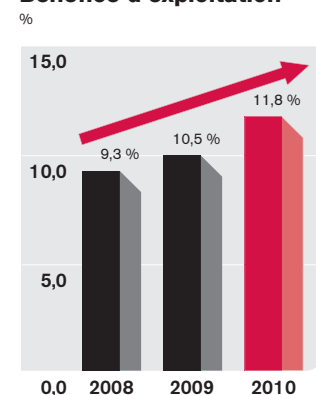
Pour la troisième année consécutive, la Société a amélioré ses performances opérationnelles en atteignant un bénéfice brut de 25,9 %, soit une amélioration de 14,6 % depuis l'exercice financier 2008 et un bénéfice d'exploitation de 11,8 %, une augmentation de 26,9 % pour la même période.

### Performance opérationnelle

#### Bénéfice brut



#### Bénéfice d'exploitation



La Société a disposé de ses opérations de gardiennage américaines et mexicaines pour une contrepartie totale de 42,2 millions \$, qui a été appliquée en diminution de la dette. La Société a généré une marge brute d'autofinancement de 56,7 millions \$, soit une augmentation de 31,7 % comparativement à l'exercice terminé le 31 janvier 2009. Par conséquent, la dette à long terme a été réduite de 108,7 millions \$ durant l'exercice.

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010

(Tous les montants présentés sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les actions et sauf indication contraire)

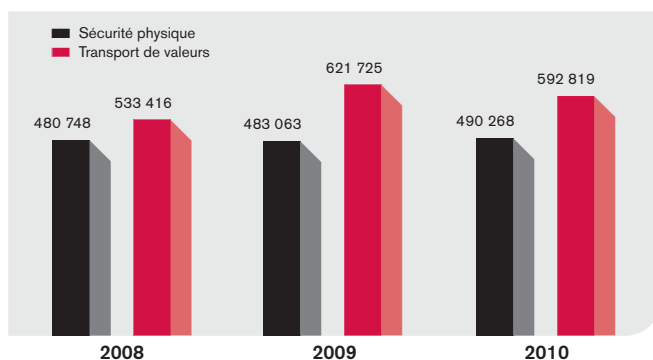
Au niveau corporatif, après la fin d'année, la Société a refinancé avec succès ses facilités de crédit, à un taux d'intérêt plus faible, permettant une augmentation du capital disponible pour le futur.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 10,0 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010, comparativement à une perte nette ajustée de 0,8 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2009, encore une fois un résultat direct d'une structure organisationnelle plus efficiente. Les transactions spécifiques pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010 ont représenté des charges liées au processus de refinancement, la juste valeur des instruments financiers et les activités abandonnées. Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2009, les transactions spécifiques ont été liées à la dépréciation des écarts d'acquisitions, la juste valeur des instruments financiers et aux activités abandonnées.

### Revenus

La diminution de 2 % des revenus provient principalement de l'effet causé par la réduction de 5,6 % du niveau des activités du secteur du transport de valeurs aux États-Unis, dû au ralentissement économique. Les revenus du secteur de la sécurité physique ont continué à montrer une légère croissance de 1,5 %, malgré les efforts déployés par l'ensemble de la direction visant une meilleure gestion du portefeuille de clients. Ces efforts ont cependant eu un impact positif sur les marges du secteur.

### Revenus provenant des activités poursuivies



Les revenus du secteur de la sécurité physique au Canada ont augmenté de 2,2 %, malgré les efforts intensifs déployés par la Société visant une meilleure gestion du portefeuille de clients. Les revenus ont augmenté progressivement au cours de l'année, au fur et à mesure que les initiatives de développement des affaires ont été intensifiées. Les revenus à l'extérieur du Canada ont baissé légèrement, suite à des mandats terminés et une réattribution des ressources a été effectuée vers des nouveaux contrats en Irak.

Les revenus du secteur du transport de valeurs ont diminué de 4,6 %, principalement dû au ralentissement économique aux États-Unis.

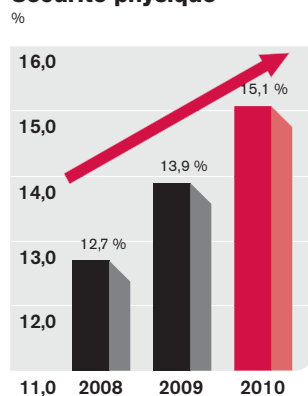
Après un début d'année difficile, le niveau des activités s'est stabilisé tant aux États-Unis qu'au Canada au cours du deuxième semestre de l'exercice terminé le 31 janvier 2010.

### Bénéfice brut

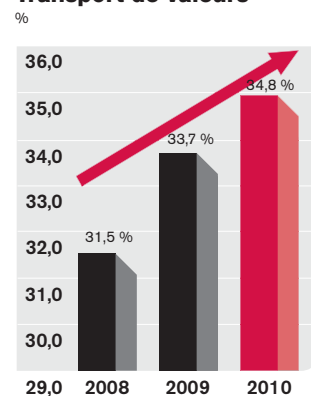
Les efforts soutenus sur les efficacités opérationnelles ont permis encore une fois à la Société (et pour la troisième année consécutive) d'obtenir une amélioration du bénéfice brut. Pour le secteur de la sécurité physique, le bénéfice brut s'est élevé à 15,1 %, soit une augmentation de 8,6 % comparativement à l'exercice financier 2009 et 18,9 % comparativement à l'exercice financier 2008. Le bénéfice brut du secteur du transport de valeurs a totalisé 34,8 %, soit une augmentation de 3,3 % comparativement à l'exercice financier 2009 et 10,5 % comparativement à l'exercice financier 2008, malgré une diminution de volume d'activités due au ralentissement économique.

### Bénéfice brut par secteur

#### Sécurité physique



#### Transport de valeurs



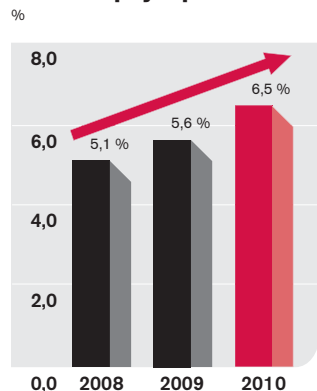
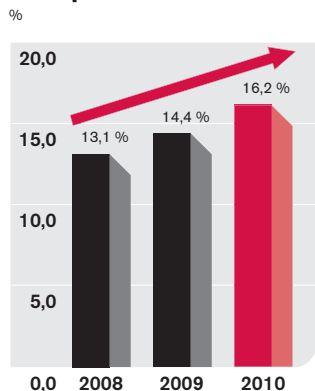
### Frais fixes, frais généraux et frais d'administration

La Société a appliqué la même politique de réduction de coûts pour les frais fixes, frais généraux et frais d'administration, ce qui s'est matérialisé par une diminution de 5,4 % au cours de l'exercice financier 2010 comparativement à l'exercice financier 2009.

### Bénéfice d'exploitation

L'amélioration continue de toutes nos plateformes d'affaires en terme d'efficacité représente une partie importante de l'objectif de la Société de devenir le meilleur de l'industrie et la raison pour laquelle la Société cible ses efforts sur le bénéfice d'exploitation, comme mesure clé de la performance de ses plateformes.

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010, le bénéfice d'exploitation a été de 128,2 millions \$, soit une augmentation de 10 % comparativement à l'exercice terminé le 31 janvier 2009. Cette augmentation est le résultat direct de l'amélioration du bénéfice brut, qui a atteint un niveau de 25,9 % et des efforts mis par la Société pour la réalisation des efficacités opérationnelles, ce qui a permis une diminution des frais fixes, frais généraux et frais d'administration.

**Bénéfice d'exploitation par secteur****Sécurité physique****Transport de valeurs**

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010, le bénéfice d'exploitation du secteur de la sécurité physique a atteint un niveau de 6,5 % des revenus, soit une augmentation de 16,1 % comparativement à l'exercice terminé le 31 janvier 2009 et 27,5 % comparativement à l'exercice terminé le 31 janvier 2008. Le bénéfice d'exploitation du secteur du transport de valeurs a continué à s'améliorer en 2010, résultat d'efficacités opérationnelles suite à l'acquisition et à l'intégration des activités de ATI International Inc. en 2007. Le bénéfice d'exploitation pour le transport de valeurs a atteint un niveau de 16,2 % des revenus pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010, une amélioration de 12,5 % comparativement à l'exercice terminé le 31 janvier 2009 et 23,7 % comparativement à l'exercice terminé le 31 janvier 2008.

**Autres éléments de l'état consolidé des résultats****Règlement de litige**

Après le 31 janvier 2010, une des divisions de la Société a conclu un arrangement suite à une poursuite judiciaire d'un ancien employé, alléguant un congédiement injustifié, intentée au cours de l'exercice passé. La Société a enregistré dans les résultats une charge de 5 192 \$, dont un montant de 2 063 \$ est relatif à des frais légaux encourus.

**Dépréciation des écarts d'acquisitions**

La Société effectue des tests de dépréciation annuellement, soit au 31 janvier, pour établir si la juste valeur des unités d'exploitation excède leurs valeurs comptables nettes. La Société effectue le test de dépréciation de ses écarts d'acquisitions en utilisant une méthode en deux étapes. Cette méthodologie comporte des estimés et des décisions qui sont subjectifs et qui, par conséquent, peuvent changer dans le temps. Lorsque la Société a amorcé l'analyse de la première étape au 31 janvier 2009, il a été établi qu'une analyse exhaustive de la deuxième étape exhaustive était requise pour les deux secteurs, soit la sécurité physique et le transport de valeurs. Par conséquent, la Société a comptabilisé une perte de valeur des écarts d'acquisitions de 55 089 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2009.

Au 31 janvier 2010, suite à l'analyse de la première étape, les justes valeurs des unités d'exploitation ont excédé leurs valeurs comptables nettes et, par conséquent, aucune diminution de valeur n'a été requise.

**Frais financiers**

La Société a effectué une réévaluation de la valeur comptable de sa dette bancaire, ce qui est conforme avec la transaction de refinancement qui a eu lieu après la fin de l'année. Cette réévaluation inclut la valeur des paiements contractuels indiqués dans ses conventions de crédit précédentes ainsi que la valeur des frais de financement reportés. La Société a enregistré un ajustement relatif à la valeur comptable de la dette à long terme de 20 035 \$, inclut dans les frais financiers.

Pour l'exercice financier 2010, les intérêts sur la dette à long terme ont totalisé 58 233 \$, une diminution de 1 177 \$ ou 2 % comparativement à l'exercice précédent.

Ceci est en relation avec la diminution de la dette à long terme. Le taux d'intérêt moyen sur la dette bancaire à long terme a été de 12,0 %.

Les autres intérêts incluent principalement des frais financiers et professionnels.

Tous ces éléments ont eu l'effet d'une augmentation de 17 382 \$ des frais financiers comparativement à l'exercice précédent.

**Variation de la juste valeur des instruments financiers**

La variation de la juste valeur des instruments financiers représente la variation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010 ainsi que l'amortissement complet des pertes latentes sur la juste valeur des instruments financiers. Au cours des années précédentes, la Société a utilisé des swaps de taux d'intérêt afin d'atténuer les risques liés aux variations de taux d'intérêts variables sur sa dette à long terme. Depuis le quatrième trimestre de l'exercice financier 2009, suite à des changements aux conventions de crédit, la relation de couverture du swap de taux d'intérêt a été rendue inefficace. Par conséquent, les swaps de taux d'intérêt ont été comptabilisés à leur juste valeur aux résultats. Le 12 mars 2010, la Société a mis fin aux contrats de swap de taux d'intérêt, suite au refinancement de sa dette bancaire.

**Recouvrement d'impôts sur les bénéfices**

La Société a comptabilisé un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 23 319 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010, comparativement à un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 17 074 \$ pour l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif est conforme à la structure de la Société en matière d'imposition, ainsi qu'à sa structure de financement.

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010

(Tous les montants présentés sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les actions et sauf indication contraire)

### Activités abandonnées

Au cours du quatrième trimestre de l'année financière 2009, la Société a identifié à titre de disponibles à la vente la division CashLINK et les opérations de gardiennage américaines et mexicaines. De ce fait, les actifs et les passifs liés à ces divisions ont été reclassés comme actifs et passifs destinés à la vente, les résultats de leurs opérations ont été présentés comme pertes provenant des activités abandonnées.

Le 20 avril 2009, la Société a vendu tous ses actifs liés à la division CashLINK pour une considération monétaire basée sur les ventes futures de produits et services réalisées par l'acheteur et ce, pour les cinq (5) prochaines années.

Le 2 juin 2009, la Société a conclu la vente de ses opérations de gardiennage américaines et mexicaines pour une contrepartie totale de 42,2 millions \$. Le produit tiré a été appliqué en diminution de la dette à long terme. La Société a encouru une perte sur cession des activités abandonnées de 5 122 \$.

### Perte nette de l'exercice

La perte nette pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010 se chiffre à 35 292 \$ (1,12 \$ par action), comparativement à une perte nette de 98 148 \$ (3,12 \$ par action) pour l'exercice précédent.

### Liquidités

#### Flux de trésorerie

Le niveau de trésorerie pour l'exercice 2010 est égal à 11 857 \$, une diminution de 13 333 \$ comparativement à l'exercice 2009. Cette diminution est expliquée ci-après :

#### Activités d'exploitation

La marge brute d'autofinancement, qui est en relation directe avec le bénéfice d'exploitation généré par les secteurs d'activités de la Société, s'élève à 56 676 \$, une augmentation de 31,7 % comparativement à l'exercice précédent. Ceci est en relation directe avec l'augmentation du bénéfice d'exploitation de la Société.

Les variations des éléments hors-caisse du fonds de roulement ont requis des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 11 465 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010, comparativement aux flux de trésorerie de 37 162 \$ générés pour l'exercice terminé le 31 janvier 2009. Cette diminution s'explique principalement par la variation des salaires courus à payer au 31 janvier 2010, une augmentation des services à facturer due à des nouveaux contrats pour le secteur de la sécurité physique qui ont débuté en janvier 2010 et la stabilisation des comptes à recevoir après des efforts de recouvrement soutenus de la direction au cours de l'exercice 2009, surtout aux États-Unis.

#### Activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont nécessité une utilisation de 75 261 \$, en grande partie pour le remboursement de la dette à long terme.

### Activités d'investissement

Les activités d'investissement ont généré des flux de trésorerie de 14 904 \$, résultant principalement des produits tirés de la disposition des opérations de gardiennage américaines et mexicaines pour un montant de 42 174 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010, 20 077 \$ ont été investis pour l'acquisition d'immobilisations corporelles comparativement à 24 586 \$ pour l'exercice précédent. Cette diminution des dépenses en immobilisations est principalement due au programme de contrôle des coûts de la Société. Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010, la Société a enregistré aussi une diminution de 7 523 \$ liée aux dépôts de garanties pour provision d'assurance (néant en 2009).

### Situation financière

#### Fonds de roulement

Au 31 janvier 2010, le fonds de roulement (excluant la partie à court terme de la dette à long terme) s'élève à 39 570 \$, comparativement à 82 239 \$ au 31 janvier 2009. Cette diminution s'explique principalement par la cession des activités abandonnées pour une contrepartie monétaire nette de 42 174 \$.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles totalisent 218 763 \$ au 31 janvier 2010, soit une diminution de 52 442 \$ comparativement au 31 janvier 2009. Cette diminution s'explique principalement par la dépense d'amortissement de 47 219 \$, l'effet de la diminution du taux de change utilisé pour la conversion des résultats des établissements étrangers autonomes de 30 983 \$ et par les acquisitions d'immobilisations corporelles de 27 668 \$ (incluant 7 591 \$ qui ont été financés avec de la dette à long terme).

#### Écarts d'acquisitions et actifs incorporels

Les écarts d'acquisitions totalisent 303 583 \$ au 31 janvier 2010, une diminution de 31 622 \$ comparativement au 31 janvier 2009. Cette diminution s'explique principalement par la diminution du taux de change utilisé pour la conversion des résultats des établissements étrangers autonomes.

Les actifs incorporels comprennent principalement des contrats de service et relations clients, amortis de façon linéaire sur une période variant de 10 à 20 ans. Au 31 janvier 2010, les actifs incorporels s'élèvent à 47 737 \$, soit une diminution de 9 879 \$ comparativement au 31 janvier 2009, principalement due à l'amortissement de 4 496 \$ et l'effet de la diminution du taux de change utilisé pour la conversion des résultats des établissements étrangers autonomes.

#### Dette à long terme

Le 12 mars 2010, après la fin d'année, la Société a complété le refinancement de sa dette bancaire. Les nouvelles facilités de crédit ont été utilisées pour rembourser les facilités bancaires existantes au 31 janvier 2010. Les produits nets ont été utilisés aussi pour mettre fin aux swaps de taux d'intérêt pour un montant total de 47 441 \$.

Les nouvelles facilités de crédit incluent les éléments suivants :

- Un crédit à terme rotatif d'un montant autorisé de 125 000 \$ portant intérêt soit au taux préférentiel de base CA majoré d'un taux de 4,00 % ou en fonction du taux TIOL ou du taux des acceptations bancaires majorées d'un taux de 5,00 %, des diminutions des taux de majoration d'intérêts sont prévues en fonction de la baisse du ratio d'endettement. Remboursable en totalité à maturité en mars 2013.
- Prêt à terme de 215 000 \$, au même taux que le crédit à terme rotatif. Remboursable par versements trimestriels de 5 000 \$ du 31 juillet 2010 au 30 avril 2011 et de 7 500 \$ du 31 juillet 2011 à mars 2013.
- Billets de premier rang de 250 000 \$ US et 75 000 \$ CA portant intérêt à un taux fixe de 9,75 % remboursables en totalité à maturité en mars 2017.

Le crédit à terme rotatif et le prêt à terme sont garantis par un nantissement général et par une hypothèque mobilière sur l'ensemble des actifs présents et futurs de la Société. Les billets de premier rang sont de rang égal et non garantis.

Ces nouvelles facilités de crédit permettront à la Société d'avoir une structure de capital plus équilibrée sur le plan des taux d'intérêt et des dates d'échéance et permettent à la Société d'obtenir du financement à long terme non garanti. Avant la transaction de refinancement, plus de 90 % de la dette à long terme remboursée en mars 2010 (à l'exception du crédit à terme rotatif), portait intérêts à taux fixe variant de 9,97 % à 15,21 %.

La Société a encouru approximativement 19 000 \$ de coûts de transaction liés à la transaction de refinancement.

Au 31 janvier 2010 la Société a réestimé la valeur comptable de sa dette à long terme et ses frais de financement reportés et a enregistré à titre d'ajustement de la valeur comptable de la dette à long terme un montant de 20 035 \$, conformément à la transaction de refinancement qui a eu lieu après la fin de l'exercice 2010.

Dans le cadre de la nouvelle entente, la Société est sujette à certains ratios financiers qui incluent le ratio de levier financier, le ratio d'endettement et le ratio de couverture des charges fixes.

Les paiements en capital de la dette à long terme et les paiements exigibles en vertu de contrats de location exploitation et acquisition requis pour les cinq prochains exercices, reflétant les termes et conditions de la transaction de refinancement du 12 mars 2010, sont les suivants :

	PAIEMENTS EXIGIBLES EN VERTU DES CONTRATS DE LOCATION EXPLOITATION	PAIEMENTS DE CAPITAL DE LA DETTE À LONG TERME	PAIEMENTS EXIGIBLES EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION ACQUISITION
2011	24 744	18 262	23 696
2012	22 523	29 289	12 435
2013	16 434	31 015	10 196
2014	13 300	93 021	3 029
2015	11 504	170	98
2016 et suivants	37 795	334 930	–
	126 300	506 687	49 454

#### Autres passifs à long terme

Au 31 janvier 2010, les autres passifs à long terme totalisent 64 228 \$, comparé à 93 665 \$ au 31 janvier 2009, une diminution de 29 437 \$. Cette diminution s'explique principalement par une réduction de 10 292 \$ des provisions d'assurances pour rétention des risques reliés aux véhicules et aux accidents de travail dans le secteur du transport de valeurs et une diminution de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt de 16 783 \$.

#### Capitaux propres

Les capitaux propres totalisent 44 374 \$ au 31 janvier 2010, soit une diminution de 16 524 \$ comparativement au 31 janvier 2009. Cette diminution est due principalement à la perte nette de l'exercice de 35 292 \$, une augmentation de 3 712 \$ du surplus d'apport représentant la rémunération à base d'actions de l'exercice et une réduction du cumul des autres éléments du résultat étendu de 14 542 \$.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu inclut au cours de l'année des gains ou pertes latentes sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes et des pertes latentes sur la juste valeur des instruments financiers jusqu'à la date où la relation de couverture a cessé d'être efficace. Au 31 janvier 2010, les montants inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu ont été complètement amortis, conformément à la transaction de refinancement qui a eu lieu après la fin de l'exercice 2010.

#### Capital-actions et options d'achat d'actions

Au 31 mars 2010, il y avait 31 601 798 actions de catégorie «A» émises et en circulation. Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010, 119 416 actions de catégorie «A» ont été émises à la suite de la levée d'options.

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010, la Société avait attribué 1 165 000 options d'achat d'actions à ses administrateurs, dirigeants et employés, comportant un prix d'exercice variant de 4,00 \$ à 5,00 \$ par action. Au 31 janvier 2010, 2 752 001 options d'achat d'actions de catégorie «A» étaient en circulation et ayant un prix d'exercice moyen pondéré de 11,18 \$ et une durée contractuelle moyenne pondérée à courir de 2,80 années.

Le nombre total des options pouvant être attribuées par la Société ne doit pas excéder 10 % des actions émises et en circulation.

## 24 ● ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010

(Tous les montants présentés sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les actions et sauf indication contraire)

### Renseignements financiers trimestriels choisis

Le tableau suivant présente certains renseignements financiers trimestriels choisis pour les huit (8) derniers trimestres :

	T4 10	T3 10	T2 10	T1 10	T4 09	T3 09	T2 09	T1 09
(présenté en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus des activités poursuivies	267,5	263,4	273,0	279,2	290,7	281,5	268,9	263,6
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice provenant des activités poursuivies	(40,4)	1,4	7,8	3,7	(77,4)	(1,4)	0,1	5,2
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies de base et dilué par action	(1,28)	0,05	0,25	0,12	(2,46)	(0,04)	–	0,16

### Bénéfice net (perte nette) ajusté par trimestre <sup>(1)</sup>

2010	T1	T2	T3	T4
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) selon les états financiers	2 529	4 044	1 379	(43 244)
Ajustements pour les transactions spécifiques :				
Règlement de litige	–	–	–	5 192
Ajustement relatif à la valeur comptable de la dette à long terme	–	–	–	20 035
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(1 050)	(5 172)	3 281	30 590
Perte provenant des activités abandonnées	1 149	885	54	629
Perte sur cession des activités abandonnées	–	2 877	–	2 245
Impôts sur les transactions spécifiques	282	1 391	(883)	(16 212)
Bénéfice net (perte nette) ajusté <sup>(1)</sup>	2 910	4 025	3 831	(765)

2009	T1	T2	T3	T4
	(retraité) <sup>(2)</sup>	(retraité) <sup>(2)</sup>	(retraité) <sup>(2)</sup>	(retraité) <sup>(2)</sup>
		\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) selon les états financiers	4 545	(1 202)	(2 166)	(99 325)
Ajustements pour les transactions spécifiques :				
Perte de valeur des écarts d'acquisitions	–	–	–	55 089
Variation de la juste valeur des instruments financiers	–	–	–	23 998
Perte provenant des activités abandonnées	676	1 259	766	21 976
Impôts sur les transactions spécifiques	–	–	–	(6 455)
Bénéfice net (perte nette) ajusté <sup>(1)</sup>	5 221	57	(1 400)	(4 717)

### Résultats d'exploitation pour le quatrième trimestre de 2010

#### Revenus

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010, les revenus s'élèvent à 267 463 \$ comparativement à 290 724 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, une diminution générale de 8 %.

Les revenus du secteur du transport de valeurs s'élèvent à 140 447 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010, une diminution de 28 830 \$ comparativement au trimestre

correspondant de l'exercice précédent, dont un montant de 21 669 \$ provient de la variation du taux de change.

Les revenus du secteur de la sécurité physique totalisent 127 016 \$ au 31 janvier 2010, une augmentation de 4,6 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

**Bénéfice brut**

Le bénéfice brut, en pourcentage des revenus, est passé à 24,9 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, comparativement à 26,6 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009. La diminution est due à l'effet du taux de change, ce qui a réduit le poids du secteur de transport de valeurs dans les résultats consolidés de la Société.

**Frais fixes, frais généraux et frais d'administration**

Les frais fixes, frais généraux et frais d'administration totalisent 32 345 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, une diminution de 27,1 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

**Bénéfice d'exploitation**

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 3,9 % au cours du quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010, comparativement à la même période de l'exercice précédent, passant de 32 843 \$ à 34 136 \$. Le bénéfice d'exploitation en pourcentage des revenus, utilisé comme principal indicateur d'évaluation de la performance des secteurs d'activité de la Société, est passé de 11,3 % pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2009 à 12,8 % au quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010.

**Bénéfice avant frais financiers, impôts sur les bénéfices, activités abandonnées et variation de la juste valeur des instruments financiers**

Le bénéfice avant frais financiers, impôts sur les bénéfices, activités abandonnées et variation de la juste valeur des instruments financiers a augmenté, passant d'une perte de 38 344 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2009 à un bénéfice de 15 808 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice terminé le 31 janvier 2010.

Cette augmentation est expliquée principalement par la perte de valeur des écarts d'acquisitions de 55 089 \$ enregistrée au cours du quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2009, et compensée partiellement par le règlement de litige de 5 192 \$ enregistré au cours du quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010. Ce règlement de litige représente un arrangement suite à une poursuite judiciaire d'un ancien employé, alléguant un congédiement injustifié. Cet arrangement a été conclu le 10 mars 2010.

**Frais financiers**

Les frais financiers ont totalisé 36 926 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010, dont 20 035 \$ représente une dépense spécifique liée à la réévaluation de la valeur comptable de la dette à long terme et des frais de financement reportés, conformément à la transaction de refinancement du 12 mars 2010.

**Variation de la juste valeur des instruments financiers**

La variation de la juste valeur des instruments financiers pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010 a résulté en une perte de 30 590 \$. Cette perte a été générée par l'évaluation à la juste valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt de la Société, ainsi que par l'amortissement des pertes latentes sur la juste valeur des instruments financiers qui auparavant était comprises dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

**Perte nette de la période**

La perte nette pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010 s'élève à 43 244 \$ (1,37 \$ de base et diluée par action), comparativement à une perte nette de 99 325 \$ (3,16 \$ de base et diluée par action) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

**Flux de trésorerie**

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010, la trésorerie et l'équivalent de trésorerie ont diminué de 3 178 \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution représente l'effet net de l'augmentation de la marge brute d'autofinancement de 19 282 \$ au cours du quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2010, l'utilisation de trésorerie liée aux activités de financement de 16 402 \$ pour le remboursement de la dette et l'utilisation de trésorerie liée aux activités d'investissement de 15 212 \$ principalement pour les acquisitions effectuées au cours du quatrième trimestre.

**Risques et incertitudes**

La Société fait face, dans l'exercice de ses activités, à divers risques et incertitudes. Ces risques qui pourraient nuire au rendement de la Société sont régulièrement recensés, évalués et surveillés.

**Gestion de la croissance**

La croissance très importante de la Société au cours des dernières années, comme résultante des plateformes préalablement établies, a amené la direction de la Société à améliorer les structures opérationnelles et administratives, ainsi que les systèmes d'information de gestion. Pour assurer une gestion efficace de sa croissance, la direction de la Société a mis en place le plan d'actions suivant :

- 1) identification et responsabilisation de gestionnaires aguerris pour diriger chacun des secteurs d'activités géographique et opérationnel
- 2) attribution de mandats aux membres expérimentés de l'équipe de direction pour intégrer les activités du secteur du transport de valeurs aux États-Unis
- 3) recrutement de gestionnaires d'expérience provenant de l'extérieur de l'organisation pour mettre à niveau les structures administratives et les systèmes d'information de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010

(Tous les montants présentés sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les actions et sauf indication contraire)

### Compétition sur les marchés

La Société opère dans des secteurs d'activités hautement compétitifs. À titre de leader du marché, la Société entend concentrer le développement de sa clientèle dans des industries en croissance et vers une clientèle qui recherche et apprécie les services à valeur ajoutée offerts par la Société.

### Coûts de financement

Selon la nouvelle entente de crédit, approximativement 37 % de la dette à long terme porte intérêts à taux variables et est affectée par les variations du taux préférentiel de base canadien, le taux TIOL ou les taux des acceptations bancaires du marché. La Société fait le suivi des variations des taux d'intérêts sur une base mensuelle pour déterminer l'effet potentiel de telles variations.

### Règlementation gouvernementale

Les activités de la Société sont sujettes à divers règlements gouvernementaux, tant au niveau national, fédéral, provincial, que municipal. Ces règlements touchent les taxes, la main d'œuvre, la sécurité au travail, l'environnement et les autres aspects qui peuvent avoir une incidence sur les activités et la performance de la Société. Aucune réglementation gouvernementale n'a eu d'incidence matérielle négative sur la Société au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010. De plus, la Société n'est au courant d'aucune réglementation en cours qui pourrait avoir une incidence matérielle sur les résultats de l'exercice financier 2011.

### Négociation des conventions collectives

Les employés de la Société sont régis par un total de quelques quatre-vingt conventions collectives. La Société doit renégocier quelques unes de ces conventions collectives dans les prochains mois; rien n'indique, en ce moment, que le résultat de ces négociations pourrait avoir un impact significatif sur les résultats financiers des secteurs d'activités affectés par le renouvellement de ces conventions collectives.

### Variation des devises étrangères

Les transactions enregistrées en dollars US proviennent exclusivement des entreprises étrangères autonomes et ne génèrent pas de gains ou de pertes de change sur les résultats de la Société. De plus, la Société a contracté une dette en dollar US dans la même proportion que les activités provenant des entreprises étrangères autonomes. Par conséquent, la Société considère qu'elle est peu exposée aux risques de variations de devises étrangères. La Société fait le suivi de son exposition aux taux de change sur une base trimestrielle.

### Risque de crédit

La Société vend la majorité de ses services en Amérique du Nord et ses revenus sont réalisés sur une base contractuelle et sont principalement récurrents année après année. En raison du nombre important de clients avec lesquels la Société transige ainsi que leur dispersion géographique et économique, la concentration des risques de crédit auxquels la Société est exposée demeure limitée.

### Atteinte à la réputation

Les résultats de la Société dépendent de sa réputation pour des services de sécurité de grande qualité. Les atteintes à la réputation de la Société causées par des incidents rendus publiques affectant nos clients et leurs activités, peuvent affecter notre réputation. C'est pourquoi la direction fait le suivi des risques de sécurité entourant nos opérations et a établi des protocoles de communications, pour empêcher ou réduire la publicité négative.

### Risque lié aux clauses restrictives

La Société est assujettie à un certain nombre d'engagements et de clauses restrictives en vertu des nouvelles facilités de crédit. En vertu de la nouvelle entente de crédit, la Société est sujette à certains ratios financiers qui incluent le ratio de levier financier, le ratio d'endettement et le ratio de couverture des charges fixes.

La direction de la Société fait le suivi de ses clauses restrictives sur une base mensuelle et les membres du Conseil d'administration de la Société révisent les clauses restrictives sur une base trimestrielle.

### Principales conventions comptables

La préparation des états financiers conformément aux PCGR exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif, sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des recettes et des dépenses pour les périodes visées. Les estimations importantes comprennent la provision pour mauvaises créances, l'évaluation des écarts d'acquisitions et des contrats de service et relations clients, certaines charges à payer, la provision d'assurance et la valeur résiduelle des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### Modifications des conventions comptables

*Adoptées au cours de l'exercice :*

#### Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, de mesure, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

L'adoption de ce chapitre a été appliquée rétrospectivement avec retraitement des états financiers consolidés des périodes antérieures. L'impact de l'adoption de ce chapitre est présenté à la note 4 des états financiers consolidés.

**Instruments financiers – informations à fournir**

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862, *Instruments financiers-informations à fournir*, afin d'étoffer les obligations d'information sur le risque de liquidité des instruments financiers. La modification inclut également de nouvelles obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur des instruments financiers. Cette modification entre en vigueur pour les exercices se terminant après le 30 septembre 2009.

À adopter dans les exercices futurs :

**Regroupement d'entreprises**

L'ICCA a publié le chapitre 1582, *Regroupement d'entreprises*, afin d'établir de nouvelles normes comptables pour les regroupements d'entreprises. Ce chapitre est l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisé), *Regroupement d'entreprises* (janvier 2008). Le chapitre s'applique aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition correspond à la date du début, ou après, de la première période de présentation annuelle ouverte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'application anticipée est permise. Les nouveaux chapitres 1582, 1601, États financiers consolidés, et 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, doivent être appliqués simultanément.

Ce nouveau chapitre exige, notamment, que la plupart des éléments d'actifs et de passifs identifiables, les participations sans contrôle et l'écart d'acquisitions acquis dans un regroupement soient comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie, les coûts liés à l'acquisition soient passés en charges à mesure qu'ils sont engagés, et les passifs liés à la restructuration ou aux activités de sortie comptabilisés uniquement s'ils satisfont à la définition de passifs à la date d'acquisition.

**États financiers consolidés**

L'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, qui remplace le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1601 reporte les directives de consolidation qui faisaient partie du chapitre 1600.

**Participations sans contrôle**

L'ICCA a publié le chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, qui établit les normes de comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle postérieurement à un regroupement d'entreprises. Ce chapitre doit être appliqué simultanément avec le chapitre 1582, *Regroupement d'entreprises*. Le chapitre 1602 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'adoption anticipée étant autorisée au début d'un exercice financier. Il doit être appliqué rétrospectivement, avec certaines exceptions.

Le chapitre 1602 reprend les dispositions de la norme comptable internationale IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, autres que celles portant sur les exigences relatives aux informations à fournir. Les principales caractéristiques sont les suivantes : les participations sans contrôle dans les filiales sont présentées dans le bilan consolidé avec les capitaux propres, séparément des capitaux propres de la société mère. Dans l'état des résultats, la participation sans contrôle n'est pas déduite du bénéfice net consolidé, mais est répartie entre le bloc de contrôle et la participation sans contrôle au prorata de leur propriété.

La Société ne prévoit pas que ces trois nouvelles normes aient une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

**Modifications comptables**

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 1506, *Modifications comptables*, afin d'exclure du champ d'application de ce chapitre les changements de méthodes comptables découlant du remplacement complet du référentiel comptable des entreprises. Cette modification entre en vigueur pour les exercices débutant après le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

**Instruments financiers-comptabilisation et évaluation**

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3855, *Instruments financiers-comptabilisation et évaluation*, afin de clarifier l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif par suite de la dépréciation d'un titre de créance. La modification clarifie également quand une option de règlement anticipé incorporé est séparée de son instrument d'emprunt hôte aux fins de la comptabilité. Cette modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011. À l'heure actuelle, la Société n'a pas l'intention d'adopter la modification par anticipation. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette modification.

**Normes internationales d'information financière (IFRS)**

En 2005, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») a annoncé que les normes comptables au Canada devraient s'harmoniser avec les normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Le 13 février 2008, le CNC a confirmé que les entités ayant une obligation publique de rendre les comptes seront tenues de suivre les IFRS, entièrement et sans modifications, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 (date du basculement). Dans l'information financière de la Société présentée au cours des périodes après la date du basculement, la Société sera tenue de présenter des données comparatives pour les périodes équivalentes de l'exercice précédent. Ainsi, le 1<sup>er</sup> février 2010 devient la date de transition de la Société.

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010

(Tous les montants présentés sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les actions et sauf indication contraire)

Les IFRS utilisent un cadre de travail conceptuel semblable à celui des principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada ») mais comportent des différences quant à certains principes de comptabilisation, de mesure et de présentation. Au cours de la période allant jusqu'au basculement, le CNC continuera de publier des normes comptables mieux harmonisées avec les IFRS, comme l'illustre le chapitre 3064, *Écarts d'acquisitions et actifs incorporels*, atténuant ainsi l'incidence du passage aux IFRS. De plus, l'International Accounting Standards Board (le « IASB ») continuera également de publier des nouvelles normes comptables ou de modifier les normes existantes au cours de la période de conversion et, de ce fait, l'incidence définitive de l'application de l'ensemble des normes IFRS sur les états financiers consolidés de la Société ne sera mesurable que lorsque toutes les normes IFRS applicables à la date finale du basculement seront connues.

La Société a dressé un plan afin de convertir ses états financiers consolidés aux IFRS. Elle a également mis sur pied une équipe spécialisée en matière de IFRS. La Société surveille l'incidence de la transition sur ses pratiques commerciales, sur ses systèmes et sur ses contrôles internes à l'égard de l'information financière. Une analyse détaillée des différences entre les IFRS et les conventions comptables adoptées par la Société est en cours de réalisation, de même qu'un rapport des incidences possibles de la mise en œuvre sur la Société. Des modifications aux conventions comptables sont à prévoir et leurs effets sur les états financiers peuvent être significatifs.

Le processus de transition de la Société en vue d'une mise en œuvre intégrale des IFRS se déroulera en quatre étapes :

#### Étape 1- Étude préliminaire

Cette étape consiste en une analyse sommaire permettant de mettre en évidence les domaines donnant lieu à des différences comptables et les conséquences potentielles du passage aux IFRS.

#### Étape 2- Évaluation

Pendant cette étape, la Société classe par ordre de priorité (élevée, moyenne ou faible) les domaines mis en évidence à l'étape 1 et évalue les principales conséquences du passage aux IFRS. Un plan de conversion détaillé sera ensuite mis au point. Puisque des changements pourraient être apportés aux IFRS pendant la période de transition, un processus de surveillance sera mis en place.

#### Étape 3- Transition

À cette étape, la Société conçoit et crée des solutions permettant de prendre en main les différences mises en évidence à l'étape 2. Elle déterminera alors les changements qui doivent être apportés aux conventions comptables, aux systèmes d'information, aux processus administratifs et aux contrôles internes à l'égard de l'information financière pour passer aux IFRS. Les incidences sur les ententes contractuelles sont évaluées et signalées comme il se doit; des modifications seront effectuées au besoin. Cette étape nécessite également la création d'un programme de communication et de formation à l'intention du personnel du service des finances et d'autres employés de la Société, s'il y a lieu.

#### Étape 4- Mise en œuvre

L'objectif de cette dernière étape est de permettre la présentation de rapports financiers conformes aux IFRS sur une base permanente et de faciliter le partage des connaissances. Les changements désignés à l'étape 3 sont mis en œuvre et testés pour s'assurer que toutes les différences ont été prises en compte avant la date de basculement. Au cours de l'étape de mise en œuvre, une formation supplémentaire sera offerte au personnel à mesure que les systèmes révisés entreront en vigueur et se poursuivra jusqu'à la fin de la mise en œuvre.

Le projet culminera par la collecte de l'information financière requise pour dresser des états financiers conformes aux IFRS, l'intégration des IFRS dans les processus administratifs, l'élimination des processus de collecte de données rendue inutile et la présentation d'états financiers conformes aux IFRS au comité de vérification pour approbation.

Des rapports d'étape ont été établis afin d'informer le comité de vérification de l'état d'avancement du projet de mise en œuvre des IFRS. La Société a terminé l'étape 1 en octobre 2009 et entrepris l'étape 2 en décembre 2009. L'équipe des IFRS se consacrera maintenant à mettre le plan de conversion détaillé au point et abordera simultanément l'étape 3 en mai 2010.

#### Incidences possibles de la mise en œuvre sur la Société

La norme IFRS 1, « Première adoption des Normes internationales d'information financière », permet aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois un certain nombre d'exemptions facultatives et d'exceptions obligatoires, dans certains secteurs, aux exigences générales relatives à l'application rétrospective intégrale des IFRS. La Société analyse les divers choix qui s'offrent à elle et mettra en application ceux qu'elle jugera les plus appropriés à la situation.

La plupart des ajustements requis en raison du passage aux IFRS seront apportés de manière rétrospective aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis à la date du premier bilan comparatif présenté selon les normes applicables à cette date. Les ajustements transitoires liés aux normes pour lesquelles le retraitement des données comparatives n'est pas obligatoire seront effectués seulement le premier jour de l'année d'adoption.

Voici quelques-uns des principaux domaines pour lesquels les modifications de conventions comptables dans le cadre du passage aux IFRS donnent lieu à des différences comptables pouvant avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société. La liste et les commentaires suivants ne doivent pas être considérés comme étant une énumération exhaustive des modifications qui découleront du passage aux IFRS, mais plutôt comme les faits saillants des différences comptables qui, selon les estimations actuelles de la Société, sont les plus importantes. Cependant, l'analyse des modifications n'est pas encore terminée, et certaines décisions restent à prendre dans les domaines où des choix sont possibles en matière des conventions comptables. Les différences présentées ci-dessous se fondent sur les PCGR du Canada et les IFRS en vigueur au 31 janvier 2010. À l'heure actuelle, la Société n'est pas en mesure d'évaluer avec certitude toute incidence de ces différences et d'autres écarts sur les états financiers consolidés de la Société.

#### **Regroupement d'entreprises**

IFRS 3-Les exigences annoncées par cette norme en ce qui a trait aux regroupements d'entreprises diffèrent de celles contenues dans les PCGR du Canada. Se reporter à la rubrique portant sur le nouveau chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA au début de la présente section.

#### **Immobilisations corporelles**

IAS 16-Les différentes composantes des immobilisations corporelles doivent être comptabilisées de manière plus rigoureuse et détaillée. D'autres différences existent entre les IFRS et les PCGR du Canada en ce qui a trait aux directives concernant la comptabilisation des pièces de rechange et la capitalisation des frais d'administration et de service n'est pas permise en vertu des IFRS. À la date de la transition, la juste valeur peut être utilisée comme coût présumé en vertu de la norme IFRS 1.

#### **Dépréciations d'actifs**

Principalement, l'IAS 36, « Dépréciations d'actifs », des IFRS contient une norme complète unique en matière de dépréciation en vertu de laquelle les actifs font l'objet d'un test de dépréciation de manière individuelle ou au niveau des unités génératrices de trésorerie (les « UGT »). Les UGT, qui devront être établies, sont habituellement désignées à un niveau moindre au sein de la Société qu'une entité opérationnelle en vertu des PCGR du Canada. Des différences existent également en ce qui a trait aux méthodes d'évaluation des dépréciations, et les règles peuvent donner plus fréquemment lieu à une dépréciation.

#### **Attestations**

##### **Contrôles internes sur l'information financière**

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière. Nous évaluons continuellement l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et leur apportons des améliorations au besoin.

Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication d'information conçu pour assurer la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public, en tenant compte de l'importance relative. Les contrôles et procédures sur la communication d'information visent à faire en sorte que l'information que doit communiquer la Société dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit cumulée et communiquée à la direction de la Société, y compris son chef de la direction et son chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapide concernant l'information à divulguer.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué s'il y a eu ou non des changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010 qui pourraient avoir une incidence significative sur le CIIF. Aucun changement de la sorte n'a été identifié lors de leur évaluation.

## Énoncé de responsabilité de la direction

Les états financiers consolidés de Corporation de Sécurité Garda World, qui sont présentés dans les pages qui suivent, ainsi que tous les renseignements contenus dans le présent rapport annuel, sont la responsabilité de la direction et font l'objet d'approbation par le conseil d'administration de la Société.

Ces états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Ils comprennent des montants fondés sur l'exercice de jugements et d'estimations. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers.

Pour assurer la justesse et l'objectivité des données contenues dans les états financiers, la direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes. La direction croit que les contrôles comptables internes donnent l'assurance raisonnable que les documents financiers sont fiables et constituent une base adéquate pour l'établissement d'états financiers, et que les biens de l'entreprise sont convenablement comptabilisés et préservés.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers contenus dans le présent rapport annuel, surtout par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification, qui est principalement composé de membres externes, revoit les états financiers annuels de la Société et recommande qu'ils soient approuvés par le conseil d'administration.

Les vérificateurs externes rencontrent périodiquement le comité de vérification pour discuter de la vérification, de la présentation de l'information financière et autres sujets connexes. Ces états financiers consolidés ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l., vérificateurs externes désignés par les actionnaires.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL ET CHEF DE LA DIRECTION,



**STÉPHAN CRÉTIER**

LE CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE



**PATRICK PRINCE, CA**

Montréal, Canada  
Le 29 avril, 2010

## Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de  
Corporation de Sécurité Garda World

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Corporation de Sécurité Garda World aux 31 janvier 2010 et 2009 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, du déficit et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 janvier 2010 et 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*

**COMPTABLES AGRÉÉS** <sup>(1)</sup>

Montréal, Québec, Canada  
Le 29 avril 2010

<sup>(1)</sup> Comptable agréé auditeur permis no 12300

**Bilans consolidés**

Aux 31 janvier 2010 et 2009  
(en milliers de dollars)

**Actifs****Actif à court terme**

Trésorerie et équivalent de trésorerie	11 857	23 993
Comptes débiteurs (note 5)	114 612	126 271
Services à facturer	22 965	21 143
Stocks	8 018	8 125
Frais payés d'avance	12 954	14 002
Impôts sur les bénéfices à recevoir	2 611	3 241
Impôts futurs (note 18)	94	14 028
Actifs à court terme destinés à la vente (note 19)	-	27 946

**2010**

2009

(retraité note 4)

\$

\$

**Immobilisations corporelles** (note 6)**Écarts d'acquisitions** (note 7)**Actifs incorporels** (note 7)**Autres actifs** (note 8)**Impôts futurs** (note 18)**Actifs à long terme destinés à la vente** (note 19)

	173 111	238 749
	218 763	271 205
	303 583	335 205
	47 737	57 616
	12 210	12 798
	48 731	28 623
	-	41 834
	804 135	986 030

**Passif et capitaux propres****Passif à court terme**

Découverts bancaires	9 551	876
Comptes créditeurs et charges à payer	123 220	140 252
Impôts sur les bénéfices à payer	770	57
Impôts futurs (note 18)	-	1 203
Passifs liés aux actifs destinés à la vente (note 19)	-	14 122
Partie à court terme de la dette à long terme (note 1 et 9)	39 933	38 108

**Dette à long terme** (note 1 et 9)**Impôts futurs** (note 18)**Autres passifs à long terme** (note 10)**Passifs liés aux actifs destinés à la vente** (note 19)**Capitaux propres****Capital-actions** (note 11)**Surplus d'apport** (note 12)**Cumul des autres éléments du résultat étendu** (note 15)**Déficit**

	512 356	622 894
	9 703	13 670
	64 228	93 665
	-	285
	116 105	115 285
	12 818	9 412
	(5 606)	(20 148)
	(78 943)	(43 651)
	44 374	60 898
	804 135	986 030

**États consolidés du déficit**

(en milliers de dollars)

Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice, tels que présentés précédemment	(40 724)	56 424
Modification de convention comptable (note 4)	(2 927)	(1 927)
Bénéfices non répartis (déficit), tels que retraités	(43 651)	54 497
Perte nette de l'exercice	(35 292)	(98 148)
Déficit à la fin de l'exercice	(78 943)	(43 651)

**2010**

2009

(retraité note 4)

\$

\$

**Éventualités** (note 21)**Événement subséquent** (note 1)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil,


**JEAN-LUC LANDRY**, ADMINISTRATEUR

**FRANÇOIS PLAMONDON**, ADMINISTRATEUR

**États consolidés des résultats**

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2010 et 2009  
(en milliers de dollars sauf les données par action)

	2010	2009
	\$	\$
<b>Revenus</b>	<b>1 083 087</b>	1 104 788
<b>Coûts d'exploitation</b>	<b>803 001</b>	827 785
<b>Bénéfice brut</b>	<b>280 086</b>	277 003
<b>Frais fixes, frais généraux et frais d'administration</b>	<b>151 852</b>	160 460
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>128 234</b>	116 543
Rémunération à base d'actions (note 11 (d))	3 712	3 757
Règlement de litige (note 21)	5 192	–
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	843	–
Amortissement (note 13)	51 052	51 068
Dépréciation des écarts d'acquisitions (note 7)	–	55 089
<b>Bénéfice avant les éléments suivants :</b>	<b>67 435</b>	6 629
Frais financiers (note 14)	90 558	73 176
Variation de la juste valeur des instruments financiers (note 22)	27 649	23 998
<b>Perte avant impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées</b>	<b>(50 772)</b>	(90 545)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (note 18)		
Impôts exigibles	(822)	(952)
Impôts futurs	(22 497)	(16 122)
	<b>(23 319)</b>	(17 074)
<b>Perte nette provenant des activités poursuivies</b>	<b>(27 453)</b>	(73 471)
Perte provenant des activités abandonnées (note 19)	(2 717)	(24 677)
Perte sur cession des activités abandonnées (note 19)	(5 122)	–
<b>Perte nette de l'exercice</b>	<b>(35 292)</b>	(98 148)
<b>Perte nette par action provenant des activités poursuivies</b>		
De base et diluée	<b>(0,87)</b>	(2,34)
<b>Perte nette par action (note 16)</b>		
De base et diluée	<b>(1,12)</b>	(3,12)

**États consolidés du résultat étendu**

(en milliers de dollars)

	2010	2009
	\$	\$
<b>Perte nette de l'exercice</b>	<b>(35 292)</b>	(98 148)
<b>Autres éléments du résultat étendu :</b>		
Gains (pertes) latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(9 956)	38 649
Gains (pertes) latents sur la juste valeur d'instruments financiers	36 499	(3 182)
Impôts futurs	(12 001)	1 000
<b>Résultat étendu de l'exercice</b>	<b>(20 750)</b>	(61 681)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

**Flux de trésorerie consolidés****2010**

2009

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2010 et 2009

(en milliers de dollars)

(retraité note 4)

	\$	\$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Perte nette de l'exercice	(35 292)	(98 148)
Éléments hors-caisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 13)	47 219	47 623
Amortissement des actifs incorporels (note 13)	4 496	5 677
Rémunération à base d'actions (note 11 (d))	3 712	3 757
Amortissement des frais de financement reportés (note 14)	3 892	3 459
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme (note 14)	1 497	616
Ajustement relatif à la valeur comptable de la dette à long terme (note 1)	20 035	-
Impôts futurs (note 18)	(22 497)	(18 068)
Perte sur cession des activités abandonnées (note 19)	5 122	-
Dépréciation des écarts d'acquisitions (note 7)	-	74 111
Variation de la juste valeur des instruments financiers (note 22)	27 649	23 998
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	843	-
	<b>56 676</b>	<b>43 025</b>
Variation nette des éléments hors-caisse du fonds de roulement (note 17)	<b>(11 465)</b>	<b>37 162</b>
	<b>45 211</b>	<b>80 187</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Augmentation (diminution) des découverts bancaires	8 675	(8 339)
Augmentation de la dette à long terme	-	10 489
Remboursement de la dette à long terme	(80 057)	(48 472)
Diminution du crédit à terme rotatif	(1 233)	(21 128)
Émission d'actions (note 11 (c))	514	487
Augmentation des frais de financement reportés	(2 179)	(1 587)
Autres	(981)	-
	<b>(75 261)</b>	<b>(68 550)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(20 077)	(24 586)
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles	1 446	1 077
Produit tiré de la cession des activités abandonnées (note 19)	42 174	-
Dépôts de garanties pour provision d'assurance (note 10)	(7 523)	-
Autres	(1 116)	1 322
	<b>14 904</b>	<b>(22 187)</b>
Conversion de devises étrangères sur la trésorerie	1 813	1 900
Diminution nette de la trésorerie au cours de l'exercice	<b>(13 333)</b>	<b>(8 650)</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice	<b>25 190</b>	<b>33 840</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'exercice provenant de :		
Total de la trésorerie et équivalent de trésorerie incluant les activités abandonnées et les dépôts clients (note 17)	<b>11 857</b>	<b>25 190</b>
Activités abandonnées (note 19)	-	(1 197)
	<b>11 857</b>	<b>23 993</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

## 1. Nature des activités et refinancement de la dette

La Société exerce ses activités dans la prestation de services de sécurité, principalement au Canada et aux États-Unis. Ses activités sont regroupées selon deux (2) principaux secteurs distincts : la sécurité physique et le transport de valeurs.

Le 12 mars 2010, la Société a complété avec succès le refinancement de la majorité de sa dette à long terme. La nouvelle dette inclut les éléments suivants :

- Un crédit à terme rotatif d'un montant autorisé de 125 000 \$ portant intérêt soit au taux préférentiel de base CA majoré d'un taux de 4,00 % ou en fonction du taux TIOL ou du taux des acceptations bancaires majorées d'un taux de 5,00 %. Des diminutions des taux de majoration d'intérêt sont prévues en fonction de la baisse du ratio d'endettement. Remboursable en totalité à maturité en mars 2013 (note 9 (d)).
- Prêt à terme de 215 000 \$, portant intérêt soit au taux préférentiel de base CA majoré d'un taux de 4,00% ou en fonction du taux TIOL ou du taux des acceptations bancaires majoré d'un taux de 5,00 %, des diminutions des taux de majoration d'intérêt sont prévues en fonction de la baisse du ratio d'endettement. Remboursable par versements trimestriels de 5 000 \$ du 31 juillet 2010 au 30 avril 2011 et de 7 500 \$ du 31 juillet 2011 à mars 2013 (note 9 (d)).
- Billets de premier rang de 250 000 \$ US et 75 000 \$ CA portant intérêt à un taux fixe de 9,75 % remboursables en totalité à maturité en mars 2017 (note 9 (d)).

Le crédit à terme rotatif et le prêt à terme sont garantis par un nantissement général et par une hypothèque mobilière sur l'ensemble des actifs présents et futurs de la Société.

Les billets de premier rang sont de rang égal et non garantis.

Dans le cadre de la nouvelle entente, la Société est sujette à certains ratios financiers qui incluent le ratio de levier financier, le ratio d'endettement et le ratio de couverture des charges fixes.

## 2. Principales conventions comptables

### Mode de présentation

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, c'est-à-dire que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal des activités. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

### Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales en propriété exclusive et des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) lorsque la Société en est le principal bénéficiaire. Toutes les transactions et les soldes inter compagnies ont été éliminés lors de la consolidation.

### Estimations de la direction

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif, sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges des périodes visées. Les estimations importantes comprennent la provision pour mauvaises créances, l'évaluation des écarts d'acquisitions et des actifs incorporels, la réalisation des actifs d'impôts futurs, certaines charges à payer, la provision d'assurance et la valeur résiduelle des immobilisations. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

### Constatation des produits

Les revenus sont constatés aux résultats lorsqu'il existe une preuve convaincante qu'une entente existe, que les services sont rendus, que le prix est fixé et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus sont constatés sur la base d'une facturation cyclique et incluent également les revenus courus pour services rendus, mais non encore facturés.

## 36 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 2. Principales conventions comptables (suite)

#### Assurance

Certaines filiales américaines maintiennent un niveau élevé de rétention pour les risques reliés aux véhicules et aux accidents de travail. Ces filiales américaines enregistrent des provisions pour couvrir le passif estimé. La provision d'assurance est déterminée par la direction et est basée sur les réclamations signalées et une estimation des réclamations engagées mais non encore signalées. La direction tient compte de nombreux facteurs, incluant des évaluations actuarielles externes afin de déterminer la provision. Les filiales américaines maintiennent des polices d'assurance externes pour couvrir certains coûts en sus des montants provisionnés.

#### Conversion de devises étrangères

##### Entreprises étrangères autonomes

Les éléments d'actifs et de passifs des filiales étrangères autonomes sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments de revenus et de dépenses sont convertis en dollars canadiens au taux de change moyen mensuel au moment où de tels éléments sont reconnus aux résultats. Les gains et les pertes de change non matérialisés qui en découlent sont inclus comme une composante du cumul des autres éléments du résultat étendu dans les capitaux propres.

##### Conversion des autres transactions en devises étrangères

Les éléments monétaires libellés en devises étrangères, autres que le dollar canadien, sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments de revenus et de dépenses sont convertis en dollars canadiens au taux de change moyen mensuel au moment où de tels éléments sont reconnus aux résultats. Les gains et les pertes de change qui en découlent sont inclus dans les résultats de l'exercice.

#### Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts de clients.

#### Comptes débiteurs et provision pour mauvaises créances

Les comptes débiteurs sont comptabilisés au montant facturé et ne portent pas intérêt. La Société comptabilise une provision pour mauvaises créances selon la meilleure estimation possible des crédits à émettre relativement aux comptes débiteurs existants. Les soldes des comptes sont radiés en diminution de la provision lorsque la Société estime qu'il est probable que les comptes débiteurs ne seront pas recouvrés.

#### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût spécifique.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé correspondant. L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation prévue, selon les méthodes et aux taux annuels ou périodes qui suivent :

	MÉTHODE	TAUX/PÉRIODE
Bâtiments	Linéaire	20 et 30 ans
Mobilier de bureau	Solde dégressif et linéaire	20 % et 5 ans
Matériel informatique	Solde dégressif et linéaire	30 % et 3 à 5 ans
Équipement	Solde dégressif et linéaire	20 % et 4 à 5 ans
Matériel roulant	Solde dégressif et linéaire	30 % et 4 ans
Avions et pièces de rechange d'avion	Linéaire	12 ans avec 45 % résiduel
Véhicules blindés	Linéaire	6, 10 et 12 ans
Uniformes	Linéaire	2 ans
Améliorations locatives	Linéaire	5 à 10 ans

## 2. Principales conventions comptables (suite)

### Actifs comptabilisés à titre de location-acquisition

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont transférés du bailleur au preneur, ce bail est comptabilisé comme un contrat de location-acquisition. L'actif ainsi que les obligations de paiement en découlant sont comptabilisés. Les actifs comptabilisés à titre de contrat de location-acquisition sont amortis sur leur durée d'utilisation prévue au même taux que les autres immobilisations similaires.

### Dépréciation d'actifs à long terme

Lors d'événements ou de circonstances pouvant indiquer une baisse de valeur, la Société réévalue la valeur comptable des actifs à long terme. Une baisse de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'actif excède les flux monétaires futurs non actualisés estimés que procurera cet actif. Le montant de toute baisse de valeur représente l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur.

### Écarts d'acquisitions

Les écarts d'acquisitions correspondent à l'excédent du prix d'achat d'une entreprise acquise sur le montant attribué aux actifs acquis moins les passifs pris en charge, selon leurs justes valeurs. Ils ne sont pas amortis mais plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, soit au 31 janvier, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Lors de la première étape « Étape 1 », la juste valeur d'une unité d'exploitation doit être comparée à sa valeur comptable nette, y compris tout écart d'acquisition, afin de détecter une perte de valeur possible. Lorsque la juste valeur d'une unité d'exploitation excède sa valeur comptable, tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est considéré comme n'ayant pas subi de perte de valeur. Par contre si la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la deuxième étape « Étape 2 » du test de dépréciation doit être effectuée pour déterminer le montant de la perte de valeur. La juste valeur d'un écart d'acquisition est déterminée de la même manière que la valeur d'un écart d'acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Pour réaliser l'Étape 2 du test de dépréciation, la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation doit être estimée et comparée à sa valeur comptable. L'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur doit être comptabilisé comme une perte de valeur au cours de l'année.

À la date de regroupement des entreprises, les écarts d'acquisitions sont alloués aux unités d'exploitation qui s'attendent à profiter de ce regroupement d'entreprises.

### Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent les contrats de services et relations clients ainsi que les logiciels. Les contrats de services et relations clients sont enregistrés au coût moins l'amortissement cumulé. Ces actifs incorporels sont amortis de façon linéaire sur une période variant de dix (10) à vingt (20) ans, ce qui représente leurs durées de vies utiles. Les logiciels sont amortis linéairement sur une période de 3 à 5 ans.

### Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés comprennent les frais engagés lors de la mise en place des divers financements de la Société et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée respective de ces financements.

### Swaps de taux d'intérêt désignés comme éléments de couverture

La Société utilise des swaps de taux d'intérêt afin d'atténuer les fluctuations de flux de trésorerie liées aux risques de taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme. La Société documente formellement toutes les relations entre les contrats de swap, la dette à long terme et la gestion et l'objectif de gestion du risque justifiant le recours à l'élément de couverture. La Société n'utilise pas les instruments dérivés à des fins spéculatives. Les variations de la juste valeur de ces swaps sont constatées dans le résultat étendu, à l'exception de toute partie inefficace, laquelle est immédiatement constatée dans les résultats. Les variations de la juste valeur comptabilisées dans le résultat étendu sont reclassées dans l'état des résultats consolidés au cours des périodes pendant lesquelles les flux de trésorerie liés à l'élément couvert affectent les pertes.

Lorsque l'instrument financier dérivé n'est plus admissible comme couverture efficace à des fins comptables ou lorsque l'instrument de couverture est vendu ou résilié avant son échéance, s'il y a lieu, l'application de la comptabilité de couverture cesse de façon prospective. Le cumul des autres éléments du résultat étendu lié à une relation de couverture des flux de trésorerie qui cesse d'être efficace est reclassé dans l'état consolidé des résultats des périodes au cours desquelles les flux de trésorerie liés à l'élément couvert affectent le résultat. Par ailleurs, s'il est probable que l'élément couvert soit vendu ou résilié avant son échéance, le cumul des autres éléments du résultat étendu connexe est immédiatement reclassé dans l'état consolidé des résultats.

## 2. Principales conventions comptables (suite)

### Impôts futurs

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition qui est prévu être en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer les impôts futurs à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

### Perte nette par action

La perte nette par action est déterminée selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. La perte nette diluée par action est déterminée en utilisant la méthode du rachat d'actions pour l'évaluation de l'effet des options d'achat d'actions et autres instruments, le cas échéant. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés avoir été exercés ou levés au début de l'exercice et le produit obtenu est considéré avoir été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de l'exercice.

### Options d'achat d'actions

La Société a appliqué la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et autres membres clés du personnel de la Société. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées. La juste valeur est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black et Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée à la levée des options est créditée au capital-actions.

### Instruments financiers

Les actifs financiers, les actifs et passifs détenus à des fins de transactions et les dérivés, qu'ils soient dans une relation de couverture ou non, doivent être évalués à la juste valeur.

La Société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie est classifiée comme un actif détenu à des fins de transactions et est évaluée à la juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés au bénéfice net.
- Les comptes débiteurs, les services à facturer et les effets à recevoir à long terme sont classifiés comme des prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur et enregistrés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les découverts bancaires, les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme sont classifiés comme autres passifs et sont évalués initialement à la juste valeur et enregistrés au coût après amortissement selon la méthode d'intérêt effectif.

### 3. Modifications des conventions comptables

Adoptées au cours de l'exercice écoulé :

#### Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, de mesure, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

L'adoption de ce chapitre a été appliquée rétroactivement avec retraitement des états financiers consolidés des périodes antérieures. L'impact de l'adoption de ce chapitre est présenté à la note 4.

#### Instruments financiers-informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862, *Instruments financiers-informations à fournir*, afin d'augmenter les obligations d'information sur le risque de liquidité des instruments financiers. La modification inclut également de nouvelles obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur des instruments financiers. Cette modification entre en vigueur pour les exercices se terminant après le 30 septembre 2009.

À adopter dans les exercices futurs :

#### Regroupement d'entreprises

L'ICCA a publié le chapitre 1582, *Regroupement d'entreprises*, afin d'établir de nouvelles normes comptables pour les regroupements d'entreprises. Ce chapitre est l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisé), *Regroupement d'entreprises* (janvier 2008). Le chapitre s'applique aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition correspond à la date du début, ou à une date suivante, de la première période de présentation annuelle ouverte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'application anticipée est permise. Les nouveaux chapitres 1582, 1601, *États financiers consolidés*, et 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, doivent être appliqués simultanément.

Ce nouveau chapitre exige, notamment, que la plupart des éléments d'actifs et de passifs identifiables, les participations sans contrôle et l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement soient comptabilisés à la « juste valeur totale » de la contrepartie, les coûts liés à l'acquisition soient constatés en charges à mesure qu'ils sont engagés, et les passifs liés à la restructuration ou aux activités de sortie comptabilisés uniquement s'ils satisfont à la définition de passifs à la date d'acquisition.

#### États financiers consolidés

L'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, qui remplace le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1601 reprend les directives de consolidation qui étaient incluses dans le chapitre 1600.

#### Participations sans contrôle

L'ICCA a publié le chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, qui établit les normes de comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle postérieurement à un regroupement d'entreprises. Ce chapitre doit être appliqué simultanément avec le chapitre 1582, *Regroupement d'entreprises*. Le chapitre 1602 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'adoption anticipée étant autorisée au début d'un exercice financier. Il doit être appliqué rétrospectivement, avec certaines exceptions.

Le chapitre 1602 reprend les dispositions de la norme comptable internationale IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, autres que celles portant sur les exigences relatives aux informations à fournir. Les principales caractéristiques sont les suivantes : les participations sans contrôle dans les filiales sont présentées dans le bilan consolidé avec les capitaux propres, séparément des capitaux propres de la société mère. Dans l'état des résultats, la participation sans contrôle n'est pas déduite du bénéfice net consolidé, mais est répartie entre le bloc de contrôle et la participation sans contrôle au prorata de leur propriété.

La Société ne prévoit pas que ces trois nouvelles normes aient une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

## 40 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 3. Modifications des conventions comptables (suite)

#### Modifications comptables :

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 1506, *Modifications comptables*, afin d'exclure du champ d'application de ce chapitre les changements de méthodes comptables découlant du remplacement complet du référentiel comptable des entreprises. Cette modification entre en vigueur pour les exercices débutant après le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

#### Instruments financiers – comptabilisation et évaluation :

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3855, *Instruments financiers-comptabilisation et évaluation*, afin de clarifier l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif par suite de la dépréciation d'un titre de créance. La modification clarifie également la situation quand une option de règlement anticipé incorporé est séparée de son instrument d'emprunt hôte aux fins de la comptabilité. Cette modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011. À l'heure actuelle, la Société n'a pas l'intention d'adopter la modification par anticipation. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette modification.

### 4. Modification de convention comptable – écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au 1<sup>er</sup> février 2009, la Société a adopté rétroactivement cette nouvelle norme. Par conséquent, les produits et les charges relatifs aux frais de démarrage engagés à la suite de l'obtention de certains contrats et coûts de publicité qui étaient antérieurement inscrits aux actifs sont comptabilisés à l'état des résultats dès qu'ils sont encourus. Cette modification de convention comptable a été adoptée rétroactivement, et le bilan consolidé au 31 janvier 2009 a été retraité, de même que les états des résultats consolidés, du déficit consolidé, des résultats étendus consolidés et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2009. Cette modification a eu pour incidence une diminution des bénéfices non répartis consolidés au début de l'exercice terminé le 31 janvier 2009 de 1 927 \$ de même qu'une augmentation de la perte nette de 1 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2009.

La Société a également reclassé les logiciels, qui ne sont plus groupés avec le matériel informatique, mais présentés dans les actifs incorporels. L'amortissement des logiciels a également été reclassé dans l'amortissement des actifs incorporels. Cette reclassification n'a eu aucune incidence sur le déficit de la Société.

L'impact de ces modifications sur le bilan consolidé, tel que présenté précédemment au 31 janvier 2009 est présenté ci-après :

	Au 31 janvier 2009		
	TEL QUE PRÉSENTÉ PRÉCÉDEMMENT	RETRAITEMENT	RETRAITÉ
	\$	\$	\$
<b>Actifs</b>			
Autres actifs	15 725	(2 927)	12 798
Immobilisations corporelles	272 319	(1 114)	271 205
Actifs incorporels	56 502	1 114	57 616
<b>Capitaux propres</b>			
Déficit	(40 724)	(2 927)	(43 651)

**4. Modification de convention comptable – écarts d'acquisition et actifs incorporels (suite)**

L'impact de ces modifications sur l'état consolidé des résultats et l'état consolidé du résultat étendu est présenté ci-après :

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2009

	TEL QUE PRÉSENTÉ PRÉCÉDEMMENT	RETRAITEMENT	RETRAITÉ
	\$	\$	\$
Frais reportés capitalisés	–	1 775	1 775
Amortissement des frais reportés	775	(775)	–
Amortissement des actifs incorporels	3 385	2 292	5 677
Amortissement des immobilisations corporelles	49 915	(2 292)	47 623
Perte nette provenant des activités poursuivies	(72 471)	(1 000)	(73 471)
Perte nette de l'exercice	(97 148)	(1 000)	(98 148)
Perte nette de base et diluée par action	(3,09)	(0,03)	(3,12)

L'impact de ces modifications sur l'état de flux de trésorerie consolidés est présenté ci-après :

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2009

	TEL QUE PRÉSENTÉ PRÉCÉDEMMENT	RETRAITEMENT	RETRAITÉ
	\$	\$	\$
Perte nette de l'exercice	(97 148)	(1 000)	(98 148)
Amortissement	54 075	(775)	53 300
Variation nette des éléments hors-caisse du fonds de roulement	35 466	1 696	37 162
Augmentation des frais reportés	(79)	79	–

**5. Comptes débiteurs**

Dans le cours normal de ses activités, la Société accorde du crédit à ses clients. La direction considère que le risque de crédit sur les comptes débiteurs est limité pour les raisons suivantes :

- La clientèle est diversifiée et répartie entre différents secteurs de marché.
- Aucun client ne représente plus de 10 % du total des revenus.
- Environ 89,6 % (90,4 % en 2009) des comptes clients de la Société ont moins de 120 jours.
- Les radiations de créances irrécouvrables ont représenté environ 0,2 % du total des revenus consolidés pour les trois derniers exercices. Compte tenu de ce qui précède, la provision pour mauvaises créances au 31 janvier 2010 s'élevait à 5,1 millions \$ (8,2 millions \$ en 2009). Toutes les mauvaises créances sont imputées aux frais fixes, frais généraux et frais d'administration.

## 42 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 6. Immobilisations corporelles

	2010			2009 (retraité note 4)		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	MONTANT NET	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	MONTANT NET
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain	246	–	246	283	–	283
Bâtiments	4 189	472	3 717	3 594	388	3 206
Mobilier de bureau	3 074	2 150	924	3 174	1 887	1 287
Matériel informatique	12 552	8 110	4 442	11 301	6 192	5 109
Équipement	29 526	17 324	12 202	32 325	14 783	17 542
Matériel roulant	11 071	7 297	3 774	10 167	5 449	4 718
Avions et pièces de rechange d'avions <sup>(1)</sup>	131 494	26 049	105 445	145 534	19 309	126 225
Véhicules blindés	105 783	44 648	61 135	111 175	35 190	75 985
Uniformes	7 092	4 494	2 598	8 933	5 765	3 168
Améliorations locatives	44 468	20 188	24 280	48 548	14 866	33 682
	<b>349 495</b>	<b>130 732</b>	<b>218 763</b>	<b>375 034</b>	<b>103 829</b>	<b>271 205</b>

<sup>(1)</sup> Tous les avions sont loués à un opérateur aérien privé de cargaison. Les revenus de location ont totalisé 21 625 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010 (15 330 \$ en 2009).

Au 31 janvier 2010, le coût et l'amortissement cumulé pour le matériel informatique, le matériel roulant, les véhicules blindés et les avions acquis en vertu de contrats de location-acquisition étaient respectivement de 81 737 \$ et de 26 326 \$ (98 616 \$ et 21 335 \$ en 2009).

### 7. Écarts d'acquisitions et actifs incorporels

Les variations des écarts d'acquisitions et actifs incorporels comprennent ce qui suit:

	ACTIFS INCORPORELS (retraité note 4)	ÉCARTS D'ACQUISITIONS
	\$	\$
Solde au 31 janvier 2008 tel que présenté précédemment	51 998	379 745
Changement dans les politiques comptables (note 4)	3 406	–
Solde au 31 janvier 2008 retraité	55 404	379 745
Nouveau contrat de service	492	–
Ajustements <sup>(1)</sup>	–	2 018
Ajustements liés aux actifs destinés à la vente <sup>(2)</sup>	(2 127)	(40 918)
Amortissement des actifs incorporels (note 4 et 13)	(5 677)	–
Perte de valeur	–	(55 089)
Perte de valeur liée aux actifs destinés à la vente	–	(19 022)
Effet de la conversion de devises au cours de l'exercice	9 524	68 471
Solde au 31 janvier 2009	57 616	335 205
Acquisition de logiciels	1 116	–
Ajustements liés aux actifs destinés à la vente	79	2 246
Amortissement des actifs incorporels	(4 496)	–
Effet de la conversion de devises au cours de l'exercice	(6 578)	(33 868)
Solde au 31 janvier 2010	<b>47 737</b>	<b>303 583</b>

<sup>(1)</sup> Au cours du quatrième trimestre de 2009, la Société a ajusté le prix d'achat de certaines de ses acquisitions précédentes.

<sup>(2)</sup> Au 31 janvier 2009, la Société a reclassé certains actifs incluant des actifs incorporels et écarts des acquisitions, en tant qu'actifs destinés à la vente.

**7. Écarts d'acquisitions et actifs incorporels (suite)**

a) La Société a effectué le test de dépréciation des écarts d'acquisitions en date du 31 janvier 2010. Le résultat du test a déterminé qu'aucune perte de valeur n'était nécessaire au 31 janvier 2010. La Société a effectué un test de dépréciation au 31 janvier 2009. Le résultat du test a déterminé que la valeur comptable des écarts d'acquisitions reliés aux opérations de sécurité physique et du transport de valeurs aux États-Unis excédait leur juste valeur. Une perte de valeur de 26,5 millions \$ et 47,6 millions \$ a été constatée pour le secteur de la sécurité physique et du transport de valeurs aux États-Unis respectivement.

## b) Actifs incorporels

Au 31 janvier 2009, la Société a effectué un test de dépréciation de ses éléments d'actifs incorporels amortissables importants, soit les contrats de services et relations clients. Aucune diminution de valeur de ces actifs n'a été nécessaire.

Dans le bilan, les actifs incorporels sont présentés nets de l'amortissement cumulé de 14 274 \$ (11 915 \$ en 2009).

**8. Autres actifs**

	2010	2009
	\$	\$
Effets à recevoir	8 302	8 807
Autres	3 908	3 991
	<b>12 210</b>	<b>12 798</b>

**9. Dette long terme**

	2010	2009
	\$	\$
Crédit à terme rotatif, remboursé en mars 2010 (note 9 (a))	24 289	27 133
Prêt à terme de premier rang, remboursé en mars 2010 (note 9 (a))	144 847	178 750
Prêt à terme de premier rang, remboursé en mars 2010 (note 9 (a))	180 130	233 035
Prêt à terme subordonné, remboursé en mars 2010 (note 9 (a))	150 541	160 061
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, garanties par des immobilisations corporelles, portant intérêt à différents taux variant entre néant et 10,39 %, avec un taux moyen de 6,49 %, remboursables en versements mensuels d'un montant maximal de 1 813 \$, incluant le capital et les intérêts et échéant à diverses dates jusqu'en novembre 2014	45 602	66 627
Contrats de vente conditionnelle, garantis par du matériel roulant, portant intérêt à des taux variant entre néant et 9,4 %, remboursables en versements mensuels de 287 \$ capital et intérêts, échéant à diverses dates jusqu'en juillet 2014	6 130	6 566
Soldes de prix d'achat à payer, portant intérêt au taux de 5 %, remboursables en versements annuels et trimestriels jusqu'en octobre 2010	750	2 050
Frais de financement reportés (note 14)	-	(13 220)
	<b>552 289</b>	<b>661 002</b>
Moins : partie à court terme (note 9 (a))	<b>39 933</b>	<b>38 108</b>
	<b>512 356</b>	<b>622 894</b>

## 44 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 9. Dette à long terme (suite)

- a) Après la fin de l'année, tel que décrit à la note 1, la Société a complété le refinancement de la majorité de sa dette à long terme. Suite à cette transaction, à l'exception de remboursements de capital faits avant la transaction de refinancement, les montants autrement dus à court terme en vertu de la convention de crédit existante au 31 janvier 2010, ont été présentés au bilan consolidé comme dette à long terme, conformément au CPN 122, *Classement dans le bilan des dettes remboursables à la demande du créancier et des dettes devant vraisemblablement être refinancées*.
- b) Au 31 janvier 2010, des lettres de crédit au montant de 33 694 \$ avaient été émises à même le crédit à terme rotatif.
- c) La direction de la Société fait le suivi de ses clauses restrictives sur une base mensuelle et le conseil d'administration de la Société en fait la révision sur une base trimestrielle.
- d) Les paiements de capital de la dette à long terme en tenant compte de la note 9 (a) et les paiements exigibles en vertu de contrats de location-acquisition requis pour les cinq (5) prochains exercices sont les suivants :

	PAIEMENTS DE CAPITAL DE LA DETTE À LONG TERME	PAIEMENTS EXIGIBLES EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION
	\$	\$
2011	18 262	23 696
2012	29 289	12 435
2013	31 015	10 196
2014	93 021	3 029
2015	170	98
2016 et suivants	334 930	–
	506 687	49 454

Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices aux termes de contrats de location-acquisition totalisent 49 454 \$ dont un montant de 3 852 \$ en intérêts. La partie à court terme de la dette au titre des contrats de location-acquisition totalise 21 671 \$ (21 588 \$ en 2009).

- e) Au 31 janvier 2010 la Société a réestimé la valeur comptable de sa dette à long terme et ses frais de financement reportés et a enregistré à titre d'ajustement de la valeur comptable de la dette à long terme un montant de 20 035 \$, conformément à la transaction de refinancement qui a eu lieu après la fin de l'exercice 2010.

### 10. Autres passifs à long terme

	2010	2009
	\$	\$
Provision d'assurance, nette de dépôts de garanties de 7 523 \$ (néant en 2009)	7 911	18 203
Juste valeur du swap sur la dette à long terme afin de convertir le taux d'intérêt variable en un taux d'intérêt fixe moyen de 5,61 %, couvrant 90 % des prêts à terme de premier rang et du prêt à terme subordonné, remboursés en mars 2010 (note 22)	47 441	64 224
Loyers reportés en vertu d'améliorations locatives	7 653	9 787
Autres	1 223	1 451
	64 228	93 665

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

**11. Capital-actions**

## a) Information à fournir concernant le capital

La Société a défini son capital comme étant la combinaison de la dette à long terme, du capital-actions, du surplus d'apport et du déficit, nette de la trésorerie et des découverts bancaires.

Le tableau suivant résume les éléments composant la structure de capital de la Société à la fin de chaque année :

	2010	2009
	\$	\$
Trésorerie, nette des découverts bancaires	(2 306)	(23 117)
Dette à long terme	552 289	661 002
	549 983	637 885
Capitaux propres, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu	49 980	81 046
	599 963	718 931

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de maintenir une structure de capital optimale par l'utilisation de la dette à long terme externe afin de supporter la croissance de la Société.

La Société finance habituellement ses investissements en immobilisations corporelles à l'aide de contrats de location-acquisition.

La direction de la Société fait le suivi de ses clauses restrictives sur une base mensuelle et les membres du conseil d'administration de la Société révisent les clauses restrictives à chaque trimestre.

La Société s'attend à rencontrer toutes ses clauses restrictives en vertu de la nouvelle convention de crédit et ce, pour la prochaine année.

Autres que les clauses restrictives imposées en vertu de ses conventions de crédit (note 1), la Société n'est pas assujettie à d'autres contraintes externes au niveau de sa structure de capital.

## b) Autorisé en nombre illimité, sans valeur nominale

Actions de catégorie « A », votantes et participantes

Actions de catégorie « B » pouvant être émises en une ou plusieurs séries. Les administrateurs sont autorisés à déterminer le nombre d'actions dans chacune des séries et à déterminer la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés aux actions de chaque série

## c) Émis et payé

Les mouvements dans le capital-actions émis au cours des deux (2) derniers exercices se résument comme suit :

	NOMBRE D'ACTIONS DE CATÉGORIE « A »	
	\$	
Solde au 31 janvier 2008	31 399 569	114 798
Émises à la suite de la levée d'options (note 11 (d))	78 313	487
Solde au 31 janvier 2009	31 477 882	115 285
Émises à la suite de la levée d'options (note 11 (d))	119 416	820
Solde au 31 janvier 2010	31 597 298	116 105

## 46 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 11. Capital-actions (suite)

#### d) Régime d'options d'achat d'actions

Le conseil d'administration de la Société peut, par résolution, accorder des options aux administrateurs, dirigeants, employés ou consultants de la Société et de ses filiales, étant entendu que le nombre total d'actions émises en vertu du régime n'excède pas dix pour cent (10 %) des actions ordinaires émises par la Société. Le prix d'exercice des options est déterminé par le conseil d'administration, au moment de l'octroi de l'option. Le prix d'exercice des options ne pourra être plus bas que le cours des actions ordinaires à la clôture de la Bourse de Toronto du jour qui précède la date de l'octroi.

La période d'exercice des options varie de la date de l'octroi à cinq (5) ans.

Le tableau suivant résume le mouvement des options d'achat d'actions de catégorie « A » :

	2010		2009	
	NOMBRE D' ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D' ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
Options attribuées au début de l'exercice	2 471 353	15,17	2 485 668	13,69
Attribuées	1 165 000	4,59	603 000	12,61
Levées	(119 416)	4,31	(78 313)	3,88
Arrivées à échéance	(458 250)	14,33	(539 002)	6,51
Annulées	(306 686)	16,30	–	–
Options attribuées à la fin de l'exercice	2 752 001	11,18	2 471 353	15,17

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions de catégorie « A » en circulation et pouvant être levées au 31 janvier 2010 :

	OPTIONS EN CIRCULATION			OPTIONS POUVANT ÊTRE LEVÉES		
	PRIX D'EXERCICE \$	NOMBRE D' ACTIONS	DURÉE CONTRACTUELLE MOYENNE PONDÉRÉE À COURIR (EN ANNÉES)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D' ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
	8,00	8 334	0,18	8,00	–	8,00
	8,50	160 000	0,35	8,50	106 661	8,50
	8,60	16 667	0,28	8,60	8 333	8,60
	14,00	10 000	0,82	14,00	6 666	14,00
	15,00	527 500	1,39	15,00	434 999	15,00
	15,18	40 000	1,04	15,18	13 333	15,18
	23,40	255 000	1,62	23,40	111 662	23,40
	18,00	125 000	2,65	18,00	125 000	18,00
	16,98	400 000	3,23	16,98	400 000	16,98
	4,00	529 500	3,46	4,00	105 000	4,00
	5,00	680 000	4,41	5,00	273 750	5,00
		2 752 001	2,80	11,18	1 585 404	13,40

**11. Capital-actions (suite)**

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010, la Société a attribué 1 165 000 (603 000 en 2009) options d'achat d'actions de catégorie « A » ayant un prix d'exercice variant de 4,00 \$ à 5,00 \$ par action (4,00 \$ à 16,98 \$ en 2009).

La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	ÉMISSIONS DU 5 JUIN 2009 ET DU 9 SEPTEMBRE 2009	ÉMISSION DU 21 MAI 2009
Dividende prévu de l'action	Nul	Nul
Volatilité	90,0 %	90,0 %
Durée prévue	5 ans	4 ans
Taux d'intérêt sans risque	3,0 %	3,0 %
Nombre d'options	690 000	475 000
Juste valeur des options	2 429 \$	1 064 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010, la Société a enregistré aux résultats une charge de rémunération à base d'actions au montant de 3 712 \$ (3 757 \$ en 2009) pour les options émises depuis le 1<sup>er</sup> février 2002. La contrepartie a été incluse au surplus d'apport.

**12. Surplus d'apport**

	2010	2009
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	9 412	5 837
Rémunération à base d'actions (note 11 (d))	3 712	3 757
Options levées	(306)	(182)
Solde à la fin de l'exercice	12 818	9 412

**13. Amortissement**

	2010	2009 (retraité note 4)
	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	47 219	47 623
Amortissement des actifs incorporels	4 496	5 677
	51 715	53 300
Amortissement lié aux activités abandonnées (note 19)	(663)	(2 232)
	51 052	51 068

## 48 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 14. Frais financiers

	2010	2009
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	58 233	59 410
Intérêts sur les contrats de location-acquisition	4 185	4 430
Autres intérêts	4 217	9 040
Amortissement des frais de financement reportés (note 9)	3 892	3 459
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme	1 497	616
Ajustement relatif à la valeur comptable de la dette à long terme (note 9 (e))	20 035	–
	92 059	76 955
Frais financiers liés aux activités abandonnées (note 19)	(1 501)	(3 779)
	90 558	73 176

### 15. Cumul des autres éléments du résultat étendu

	2010	2009
	\$	\$
Gains (pertes) latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(5 606)	4 350
Pertes latentes sur la juste valeur d'instruments financiers	–	(36 499)
Impôts futurs	–	12 001
	(5 606)	(20 148)

### 16. Perte par action

Le tableau suivant présente le rapprochement de la perte nette de base et diluée par action :

	2010	2009 (retraité note 4)
	\$	\$
Perte nette de l'exercice	(35 292)	(98 148)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul de la perte nette de base et diluée par action	31 522 593	31 456 109
Perte nette de base et diluée par action	(1,12) \$	(3,12) \$

Au 31 janvier 2010, les 2 752 001 (2 471 353 en 2009) options d'achat d'actions de catégorie « A » ayant un prix d'exercice de 4,00 \$ à 23,40 \$ par action (3,00 \$ à 23,40 \$ en 2009) ont été exclues du calcul de la perte nette diluée par action étant donné leur effet anti-dilutif.

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

**17. Flux de trésorerie consolidés**

a) La variation nette des éléments hors-caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2010	2009 (retraité note 4)
	\$	\$
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	403	15 254
Services à facturer	(2 393)	1 384
Stocks	(931)	18
Frais payés d'avance	(42)	438
Impôts sur les bénéfices à recevoir	471	7 944
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges à payer	(9 871)	17 406
Impôts sur les bénéfices à payer	898	(5 282)
	<b>(11 465)</b>	<b>37 162</b>
b) Information additionnelle :		
Intérêts payés	64 344	69 715
Impôts reçus	(2 680)	(7 341)
c) Trésorerie et équivalent de trésorerie se définit de la façon suivante :		
Encaisse	8 048	13 782
Dépôts de clients	3 809	11 408
	<b>11 857</b>	<b>25 190</b>

**18. Impôts sur les bénéfices**

a) Le taux d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2010	2009
	\$	\$
Perte avant impôts sur les bénéfices et activités abandonnées	(50 772)	(90 545)
Perte provenant des activités abandonnées avant impôts sur les bénéfices	(3 294)	(26 623)
Perte sur cession d'activités abandonnées	(5 122)	-
Perte avant impôts sur les bénéfices	(59 188)	(117 168)
Taux d'impôt canadien prévu par la loi	30,79 %	30,74 %
Impôts sur les bénéfices calculés au taux statutaire	(18 226)	(36 012)
Augmentation (diminution) découlant des éléments suivants :		
Bénéfices provenant d'une structure de financement	(12 792)	(13 546)
Différence de taux sur les activités hors Canada	(980)	(3 587)
Variation de la provision pour moins-value	(7 079)	8 134
Cession d'entreprises	13 130	-
Écarts permanents et autres	398	299
Variation de taux d'impôt statutaire	1 653	-
Perte de valeur des écarts d'acquisitions	-	25 692
	<b>(23 896)</b>	<b>(19 020)</b>
Le recouvrement d'impôts se répartit comme suit :		
Impôts exigibles	(822)	(952)
Impôts futurs	(22 497)	(16 122)
Impôts sur les bénéfices liés aux activités abandonnées	(577)	(1 946)
	<b>(23 896)</b>	<b>(19 020)</b>

## 50 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 18. Impôts sur les bénéfices (suite)

b) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

Les impôts futurs rendent compte de l'incidence fiscale nette des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs, selon les états financiers et leur valeur fiscale. Les principales composantes des actifs (passifs) d'impôts futurs de la Société aux 31 janvier 2010 et 2009 étaient les suivantes :

	2010	2009
	\$	\$
Incidence fiscale des écarts temporaires liés à ce qui suit :		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	(29 485)	(32 183)
Passifs et autres provisions	15 043	26 031
Report de pertes prospectif	40 795	23 141
Instruments financiers	12 769	19 000
Provision pour moins-value	—	(8 211)
Actifs d'impôts futurs nets	39 122	27 778

Au 31 janvier 2010, la Société et ses filiales ont des pertes fiscales inutilisées totalisant respectivement 76,2 millions \$ au Canada et 52,5 millions \$ US aux États-Unis. Les pertes reportables canadiennes ont des échéances entre 2027 et 2030 et les pertes reportables attribuables aux États-Unis ont des échéances entre 2025 et 2029.

### 19. Cession d'entreprises et activités abandonnées

Le secteur du transport de valeurs américain fabrique des coffres-forts intelligents en plus de développer et améliorer la technologie afférente à ce produit et de faire l'installation et le service de ces unités déployées chez ses clients à la grandeur des États-Unis (la division « CashLINK »). Le 20 avril 2009, la Société a vendu tous ses actifs reliés à sa division CashLINK pour une considération monétaire basée sur les ventes futures de produits et services réalisées par l'acheteur en conjonction avec le service du transport de valeurs et ce, pour les cinq (5) prochaines années.

Suite à l'acquisition de Vance International en janvier 2006, la Société est entrée sur le marché américain de la sécurité physique qui inclut les services de gardiennage et de gestion du risque. La Société a également acquis une plate-forme lui permettant d'offrir des services conseils et de gestion des risques élevés au niveau international. Subséquemment, la Société a acquis certains actifs de Kröll en décembre 2006 et GSS Global en février 2007 dans le but de compléter et d'accroître ses services conseils et de gestion des risques élevés. Au cours du quatrième trimestre de 2009, la Société a entrepris des démarches actives pour vendre ses opérations de gardiennage américaines et mexicaines. Le 2 juin 2009, la Société a conclu la vente de ses opérations de gardiennage américaines et mexicaines pour une contrepartie totale en espèces de 44,25 millions \$ US. La Société a encouru une perte sur cession des activités abandonnées de 5 122 \$.

Les revenus et dépenses de la division CashLINK et des opérations de gardiennage américaines et mexicaines pour les exercices terminés les 31 janvier 2010 et 2009 ont été retirés des activités poursuivies pour être reclassés dans les activités abandonnées.

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

**19. Cession d'entreprises et activités abandonnées** (suite)**Sommaire des activités abandonnées**

	2010			2009
	DIVISION CASHLINK \$	GARDIENNAGE AMÉRICAIN ET MEXICAIN \$	TOTAL \$	TOTAL \$
Revenus	5 756	45 751	51 507	151 426
Coûts d'exploitation	6 999	37 366	44 365	130 881
Bénéfice brut (perte)	(1 243)	8 385	7 142	20 545
Frais fixes, frais généraux et frais d'administration	1 140	7 132	8 272	22 135
Amortissement	205	458	663	2 232
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	-	19 022
Bénéfice (perte) d'exploitation avant les éléments suivants :	(2 588)	795	(1 793)	(22 844)
Intérêts sur la dette à long terme	-	1 501	1 501	3 779
Perte avant impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôts)	(2 588)	(706)	(3 294)	(26 623)
Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôts)	(908)	331	(577)	-
Impôts exigibles	-	-	-	(1 946)
Impôts futurs	(908)	331	(577)	(1 946)
Perte provenant des activités abandonnées	(1 680)	(1 037)	(2 717)	(24 677)
Perte sur cession des activités abandonnées	-	(5 122)	(5 122)	-
	(1 680)	(6 159)	(7 839)	(24 677)
Perte nette de base et diluée par action	(0,05)	(0,20)	(0,25)	(0,78)

## 52 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 19. Cession d'entreprises et activités abandonnées (suite)

#### Sommaire des actifs et passifs vendus au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010

	2010	2009
	\$	\$
<b>Actifs</b>		
Trésorerie	–	1 197
Éléments hors-caisse du fonds de roulement	17 023	12 627
Immobilisations corporelles	1 865	2 437
Actifs incorporels	2 067	2 344
Écarts d'acquisitions	31 680	37 053
Impôts futurs	203	–
	<b>52 838</b>	<b>55 658</b>
<b>Passifs</b>		
Dette à long terme	73	12
Autres passifs	54	273
Actifs nets destinés à la vente	–	55 373
Actifs nets disposés	52 711	–
Contrepartie :		
Contrepartie monétaire	42 174	–
Balance de vente	5 415	–
Contrepartie totale	47 589	–
Perte sur cession des activités abandonnées	5 122	–

### 20. Régimes de retraite

La Société a constitué des régimes de retraite à cotisations déterminées à l'intention d'un certain nombre de ses employés syndiqués et non syndiqués au Canada et aux États-Unis. De plus, la Société contribue également à un régime enregistré d'épargne-retraite à l'intention d'un certain nombre d'employés. La charge de retraite au titre de ces régimes correspond à la cotisation de la Société. Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2010, la charge de retraite pour ces régimes s'est élevée à 3 763 \$ (5 386 \$ en 2009).

### 21. Éventualités

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est impliquée dans un certain nombre de poursuites judiciaires. Il est impossible de déterminer l'issue de ces poursuites à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été enregistrée. La Société estime que le règlement de ces poursuites n'aura pas de répercussions défavorables ou favorables importantes sur sa situation financière et ses résultats.

Après la fin d'année, une des divisions de la Société a conclu un arrangement suite à une poursuite judiciaire d'un ancien employé, alléguant un congédiement injustifié, pour un montant de 3 000 \$ US. La Société a enregistré dans les résultats une charge de 5 192 \$ dont un montant de 2 063 \$ est relatif à des frais légaux encourus.

## 22. Instruments financiers

### Juste valeur marchande des instruments financiers

La Société a évalué la juste valeur marchande de ses instruments financiers en se basant sur les taux d'intérêt actuels, la valeur au marché et le prix actuel d'un instrument financier assorti de conditions comparables. À moins d'indications contraires, la valeur comptable de ces instruments financiers est considérée comme approximativement égale à leur juste valeur.

La hiérarchie selon laquelle la Société détermine la juste valeur de ses instruments financiers présente trois niveaux :

- Niveau 1- consiste en une évaluation sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques
- Niveau 2- consiste en une évaluation sur des données observables autres que les prix cotés visés au niveau 1 pour des actifs et des passifs, que ce soit des données directement observables (tel que les prix), ou indirectement observables (dérivés des prix)
- Niveau 3- consiste en une évaluation sur des données non observables telles que des données relatives aux actifs et aux passifs qui ne sont pas fondées sur des données de marchés observables

La juste valeur des actifs et passifs évalués à la juste valeur dans le bilan consolidé au 31 janvier 2010 se détaille comme suit :

	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs et passifs évalués à la juste valeur</b>				
Trésorerie et équivalent trésorerie	11 857	–	–	11 857
Swap de taux d'intérêts	–	(47 441)	–	(47 441)
	11 857	(47 441)	–	(35 584)

### Risque de crédit

Les instruments financiers présentant un risque potentiel de crédit sont constitués principalement de la trésorerie, des comptes débiteurs, instruments financiers dérivés et des services à facturer.

La trésorerie de la Société et les instruments financiers dérivés sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Par conséquent, la Société estime que le risque de non-exécution relativement à ses instruments est minime.

Le risque de crédit de la Société est principalement attribuable à ses comptes débiteurs. Le montant présenté au bilan est net de la provision pour mauvaises créances, estimée par la Société en fonction de l'âge de ses créances et des méthodes de perception actuelles et prévues. Une provision est établie lorsque la probabilité du recouvrement du compte a diminué de façon considérable. La Société considère que le risque de crédit sur les comptes débiteurs est limité.

	2010	2009
	\$	\$
Provision pour mauvaises créances-solde au début	8 234	5 605
Cession d'entreprises	(859)	–
Mauvaises créances-dépenses	2 803	2 875
Montants radiés et recouverts	(4 466)	(1 260)
Ajustements pour les écarts de conversion	(641)	1 014
Provision pour mauvaises créances-solde à la fin	5 071	8 234

La répartition des clients de la Société et les procédures de gestion des risques d'exploitation permettent d'éviter toute concentration du risque du crédit. En général, la Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs. Toutefois, le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour mauvaises créances lorsqu'il est jugé qu'un compte ne pourra être recouvert.

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

**22. Instruments financiers (suite)****Risque de taux d'intérêt**

Au 31 janvier 2010, les risques de taux d'intérêt auxquels la Société est exposée se résument comme suit :

Trésorerie et équivalent de trésorerie	Taux variable
Comptes débiteurs	Ne portent pas intérêt
Découverts bancaires	Taux variable
Comptes créditeurs et charges à payer	Ne portent pas intérêt
Dettes à long terme	Tel que décrit à la note 9

Compte tenu de la dette à long terme à taux variables au 31 janvier 2010, si les taux d'intérêts avaient augmenté de 100 points de base, la perte avant le recouvrement d'impôts et les activités abandonnées aurait été approximativement de 700 \$ de plus (1 250 \$ en 2009). Si les taux d'intérêts avaient été moins élevés de 100 points de base, la perte avant le recouvrement d'impôts et les activités abandonnées aurait été approximativement de 700 \$ de moins (1 250 \$ en 2009).

En juin 2007, la Société a conclu divers contrats de swaps de taux d'intérêt venant à maturité aux mêmes dates que les prêts à terme de premier rang et le prêt à terme subordonné. Ces contrats ont pour objectif d'atténuer les fluctuations des flux de trésorerie liées aux risques de taux d'intérêt sur une partie des prêts à terme de premier rang et du prêt à terme subordonné de la Société.

Depuis octobre 2008, le taux d'intérêt variable payable aux créanciers de la Société est calculé selon le TIOL mensuel. Ce changement a rendu inefficace la relation de couverture du swap de taux d'intérêt (instrument financier dérivé) de la Société. Par conséquent, la variation de la juste valeur du swap de taux d'intérêt est comptabilisée dans les résultats depuis ce changement.

Le 12 mars 2010 la Société a mis fin aux contrats de swaps de taux d'intérêt pour un montant de 47 441 \$ (note 1).

Au cours de l'année la Société a amorti la perte latente sur la juste valeur des instruments financiers de 36 499 \$ comptabilisée au cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2009, en raison du remboursement des swaps de taux d'intérêt en mars 2010.

**Risque de taux de change**

La Société exerce des activités à l'extérieur du Canada, soit aux États-Unis, en Angleterre et au Moyen-Orient, par l'entremise de ses filiales en propriété exclusive. Elle est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations de change sur l'investissement net dans ses filiales étrangères autonomes.

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2010, si le dollar US s'était apprécié de 0,01 \$ en moyenne comparativement au dollar canadien et en supposant que toutes les autres variables demeuraient inchangées, l'impact de cette augmentation aurait été marginal sur le bénéfice avant impôt et le résultat étendu aurait été approximativement de 984 \$ de moins.

Les transactions enregistrées en dollars US proviennent exclusivement des entreprises étrangères autonomes et ne génèrent pas de gains et de pertes de change sur les résultats de la Société. De plus, la Société a contracté une dette en dollars US dans la même proportion que les activités provenant des entreprises étrangères autonomes. Par conséquent, la Société considère qu'elle est peu exposée aux risques de variation de devises étrangères.

**22. Instruments financiers** (suite)**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations lors de leur échéance ou seulement à un coût excessif. La Société gère ce risque en maintenant des flux de trésorerie détaillés et en établissant des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Les flux de trésorerie contractuels comprennent la valeur comptable plus intérêts calculés au taux courant. Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 janvier 2010 :

	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN (1) AN	ENTRE UN (1) ET DEUX (2) ANS	PLUS DE DEUX (2) ANS
	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer	123 220	123 220	123 220	–	–
Dettes à long terme	552 289	855 012	83 982	83 595	687 435
Découverts bancaires	9 551	9 551	9 551	–	–
Instruments financiers dérivés	47 441	47 441	47 441	–	–
	732 501	1 035 024	264 194	83 595	687 435

La marge brute d'autofinancement constitue la principale source de financement de la Société.

Le 12 mars 2010, la Société a refinancé la majorité de sa dette à long terme. Suite à cette transaction, les flux de trésorerie contractuels ont été calculés en utilisant les termes et conditions du refinancement (note 1 et 9 (a)).

**23. Engagements**

La Société a conclu des contrats de location-exploitation échéant à des diverses dates jusqu'en mai 2024, aux termes desquels elle s'est engagée à verser des paiements de location s'élevant à 126,3 millions \$ (106,0 millions \$ en 2009). Les paiements de location minimaux exigibles pour les prochains exercices sont les suivants :

	2011	24 744
	2012	22 523
	2013	16 434
	2014	13 300
	2015	11 504
	2016 à 2024	37 795
		126 300

**24. Information sectorielle**

La Société exerce ses activités dans la prestation de services de sécurité principalement au Canada et aux États-Unis et ses activités sont regroupées selon deux (2) principaux secteurs distincts :

- i) Sécurité physique et autres : services d'agents de sécurité, services de vérification préalable à l'embarquement dans les aéroports, enquêtes et services conseils en gestion du risque, vérifications préemploi, enquêtes et autres.
- ii) Transport de valeurs : la Société offre à ses clients une approche intégrée de gestion de leur numéraire en utilisant les services de transport par camions blindés, d'avions-cargo, traitement des dépôts, chambres fortes, système de contrôle du numéraire et services de guichets automatiques.

Les activités des autres secteurs sont non significatives et sont incluses dans le secteur sécurité physique et autres.

Les conventions comptables utilisées pour les secteurs sont les mêmes que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

## 56 ● NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2010 et 2009

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars, sauf pour les données sur le nombre d'options et les actions)

### 24. Information sectorielle (suite)

#### a) Secteur d'exploitation

	2010	2009 (retraité note 4)
	\$	\$
<b>Revenus</b>		
Sécurité physique et autres	490 268	483 063
Transport de valeurs <sup>(2)</sup>	592 819	621 725
	<b>1 083 087</b>	<b>1 104 788</b>
<b>Amortissement des immobilisations corporelles <sup>(1)</sup></b>		
Sécurité physique et autres	6 541	8 627
Transport de valeurs <sup>(3)</sup>	40 678	38 996
	<b>47 219</b>	<b>47 623</b>
<b>Amortissement des actifs incorporels <sup>(1)</sup></b>		
Sécurité physique et autres	507	505
Transport de valeurs	3 989	5 172
	<b>4 496</b>	<b>5 677</b>
<b>Bénéfice avant frais financiers, impôts sur les bénéfices, activités abandonnées et variation de la juste valeur des instruments financiers</b>		
Sécurité physique et autres	23 765	5 518
Transport de valeurs <sup>(4)</sup>	43 670	1 111
	<b>67 435</b>	<b>6 629</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Sécurité physique et autres	10 408	12 440
Transport de valeurs <sup>(5)</sup>	208 355	258 765
	<b>218 763</b>	<b>271 205</b>
<b>Écarts d'acquisitions</b>		
Sécurité physique et autres	97 630	103 563
Transport de valeurs	205 953	231 642
	<b>303 583</b>	<b>335 205</b>
<b>Actifs incorporels</b>		
Sécurité physique et autres	5 591	5 331
Transport de valeurs	42 146	52 285
	<b>47 737</b>	<b>57 616</b>
<b>Actifs totaux <sup>(1)</sup></b>		
Sécurité physique et autres	234 061	255 165
Transport de valeurs <sup>(6)</sup>	570 074	730 865
	<b>804 135</b>	<b>986 030</b>

<sup>(1)</sup> Inclut des montants liés aux activités abandonnées

<sup>(2)</sup> La Société est propriétaire d'une flotte d'avions-cargo, qui sont loués en vertu de contrats à long terme à un opérateur aérien privé américain. Le total des revenus inclus des revenus de location de 21 625 \$ en 2010 (15 330 \$ en 2009), qui sont liés aux bénéfices d'exploitation générés par l'opérateur aérien privé. En 2010, le total des revenus et coûts d'exploitation de l'opérateur aérien privé étaient respectivement de 105 374 \$ et 83 749 \$ (105 977 \$ et 90 647 \$ en 2009)

<sup>(3)</sup> Inclut l'amortissement des avions de 10 089 \$ (9 164 \$ en 2009)

<sup>(4)</sup> Inclut les bénéfices avant frais financiers, impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées relatifs à la flotte d'avions-cargo de 11 536 \$ en 2010 (6 166 \$ en 2009)

<sup>(5)</sup> Inclut des avions et pièces de rechange d'avions de 105 445 \$ en 2010 (126 225 \$ en 2009)

<sup>(6)</sup> Inclut l'inventaire de pièces de rechange d'avions, les avions et les pièces de rechange d'avions de 111 049 \$ en 2010 (132 326 \$ en 2009). Les actifs totaux de l'opérateur aérien privé s'élevaient à 9 954 \$ (11 541 \$ en 2009)

**24. Information sectorielle** (suite)**b) Secteur géographique**

	2010	2009 (retraité note 4)
	\$	\$
<b>Revenus</b>		
Canada	493 357	482 523
États-Unis et autres	589 730	622 265
	<b>1 083 087</b>	<b>1 104 788</b>
<b>Amortissement des immobilisations corporelles <sup>(1)</sup></b>		
Canada	7 529	7 950
États-Unis et autres	39 690	39 673
	<b>47 219</b>	<b>47 623</b>
<b>Amortissement des actifs incorporels <sup>(1)</sup></b>		
Canada	594	638
États-Unis et autres	3 902	5 039
	<b>4 496</b>	<b>5 677</b>
<b>Bénéfice (perte) avant frais financiers, impôts sur les bénéfices, activités abandonnées et variation de la juste valeur des instruments financiers</b>		
Canada	28 656	28 242
États-Unis et autres	38 779	(21 613)
	<b>67 435</b>	<b>6 629</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Canada	22 673	24 514
États-Unis et autres	196 090	246 691
	<b>218 763</b>	<b>271 205</b>
<b>Écarts d'acquisitions</b>		
Canada	78 877	78 877
États-Unis et autres	224 706	256 328
	<b>303 583</b>	<b>335 205</b>
<b>Actifs incorporels</b>		
Canada	6 100	5 694
États-Unis et autres	41 637	51 922
	<b>47 737</b>	<b>57 616</b>
<b>Actifs totaux <sup>(1)</sup></b>		
Canada	204 720	158 494
États-Unis et autres	599 415	827 536
	<b>804 135</b>	<b>986 030</b>

<sup>(1)</sup> Inclut des montants liés aux activités abandonnées**25. Chiffres correspondants**

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés selon la nouvelle présentation adoptée pour l'exercice en cours.



De gauche à droite : J. Philip Murray, Jean-Luc Landry (Administrateur en chef), Stéphane Crétier, Hélène Desmarais, Pierre-Hubert Séguin, François Plamondon

**Stéphane Crétier**

Président du conseil  
et chef de la direction  
Corporation de Sécurité  
Garda World

**Jean-Luc Landry**

Président  
Landry Morin

**François Plamondon**

Chef de la direction  
Iscopia Software

**Pierre-Hubert Séguin**

Associé principal  
Séguin Racine Avocats

**Hélène Desmarais**

Présidente du conseil  
et chef de la direction  
Centre d'Entreprises  
et d'Innovation  
de Montréal (CEIM)

**Philip Murray**

Président  
J. Philip Murray Strategic  
Advisors inc.  
Commissaire (retraité)  
Gendarmerie Royale du Canada

**HAUTE DIRECTION**

**Stéphane Crétier, MBA\***

Président et chef de la direction

**Patrick Prince, CA\***

Vice-président principal et  
chef de la direction financière

**Alain Dumont, CA\***

Vice-président principal  
développement corporatif  
stratégique

**Richard Drutman, BA\***

Président  
Garda Cash Logistics

**LeMarque Sheppard, MBA\***

Président  
GardaWorld

**Marc-André Aubé, MBA\***

Chef de l'exploitation  
sécurité physique, Canada

**Patrice Boily, P. Ing.\***

Chef de l'exploitation  
transport de valeurs, Canada

**Allan C. Bentley, MBA**

Vice-président principal  
sécurité et aéroports

**Nathalie de Champlain, MBA**

Vice-présidente  
marketing et communications  
et chef de cabinet,  
bureau du président

**Guy Côté\***

Vice-président  
sécurité corporative

\*Membre de la direction

La circulaire de sollicitation  
de procurations en vue de  
l'Assemblée annuelle des actionnaires 2010  
de Garda comprend un rapport détaillé  
des procédures de régie interne.



De gauche à droite : Derek H. Burney (Président), W. Adrian Loader, Sir Richard Mottram, General George A. Joulwan (R)

**Derek H. Burney, O.C., LL.D**  
Conseiller stratégique principal  
Ogilvy Renault LLP  
Ancien président et chef  
de la direction, CAE inc.

**Sir Richard Mottram, GCB**  
Secrétaire permanent  
Fonction publique du  
Royaume-Uni (1992-2007)  
Secrétaire permanent  
Bureau du Conseil des Ministres  
Sécurité, renseignements  
et résilience  
Gouvernement du Royaume-Uni  
(2005-2007)

**General George A. Joulwan,**  
(retraité)  
Président  
One Team inc.  
Commandant en chef (retraité)  
Armée des États-Unis  
Commandant américain en Europe  
et commandant suprême  
des forces alliées

**W. Adrian Loader**  
Président du conseil  
Candax Energy inc.  
Ancien président, Shell Canada

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

**Siège social**  
Corporation de Sécurité  
Garda World  
1390, rue Barré  
Montréal (Québec) H3C 1N4  
CANADA  
Tél. : 514.281.2811  
Sans frais : 800.859.1599  
Télé. : 514.281.1160  
Site Internet : garda.ca

**Relations avec  
les investisseurs**  
**Stéphan Crétier, MBA**  
scretier@garda.ca

**Patrick Prince, CA**  
pprince@garda.ca

**Agent de transfert  
et registraire**  
Compagnie Trust CIBC Mellon

**Vérificateurs**  
PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

**Analystes**  
**Jelena Neylan**  
Griffiths McBurney  
**Hugues Bourgeois**  
Financière Banque Nationale

**Vincent Perri**  
Banque Laurentienne  
Valeurs mobilières

**Martin Landry**  
Desjardins Valeurs mobilières

**Assemblée annuelle**  
Vendredi le 11 juin 2010 à 9 h  
Club St-James  
1145, Avenue Union  
Montréal (Québec)

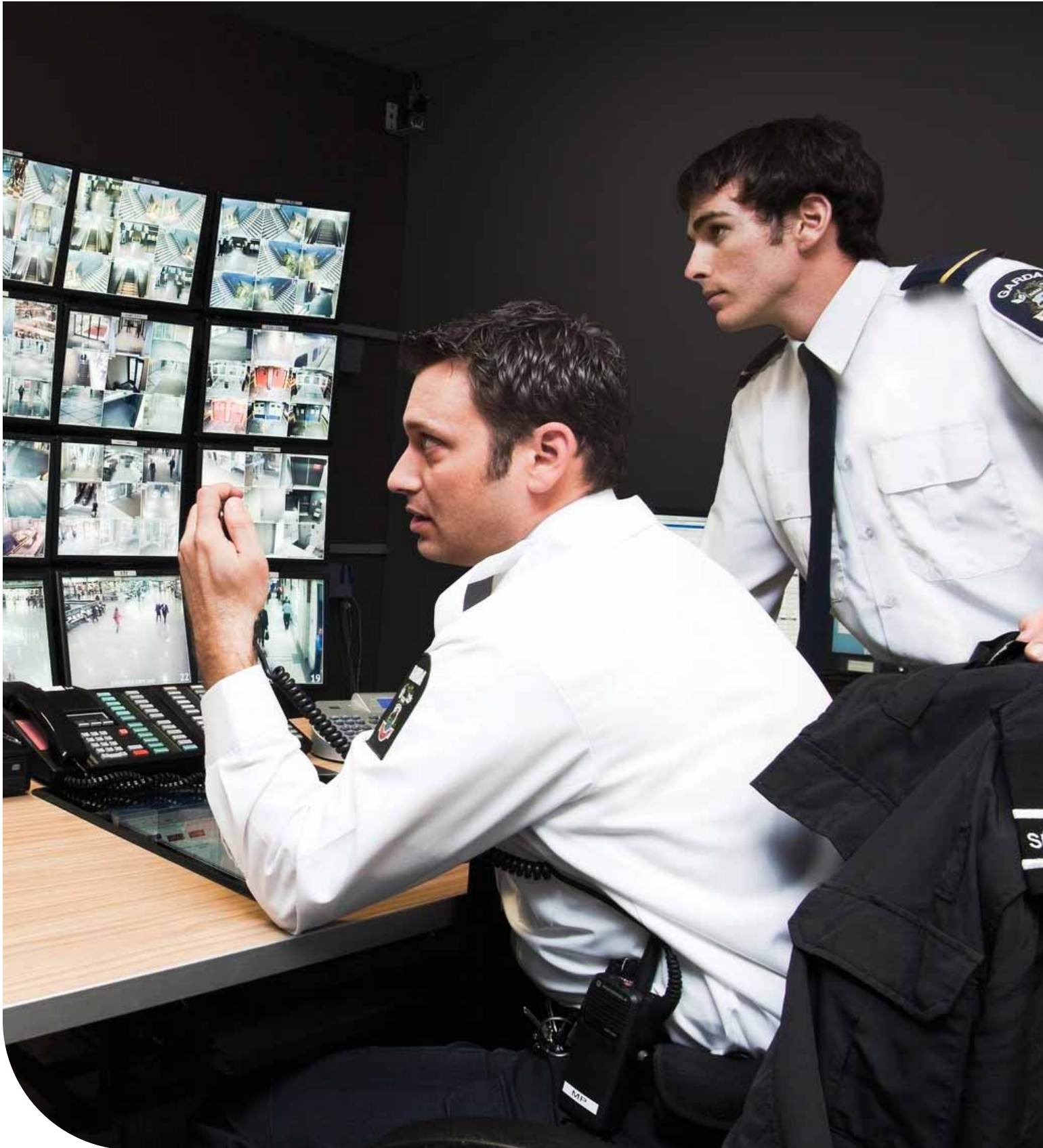


## COMMUNAUTÉ ET IMPLICATION SOCIALE

Garda joue un rôle actif au sein des communautés dans lesquelles elle opère afin de les aider à mieux vivre. Garda cherche à développer la société à travers différentes initiatives telles que des levées de fonds, des dons ainsi qu'une participation active dans des programmes et des organismes de charité.

Garda reconnaît aussi le dévouement de ses employés et les encourage à s'impliquer personnellement en offrant le temps, les aptitudes et l'expertise nécessaires pour faire une différence.

# Devenir le **meilleur** opérateur



# **GARDA**

---

**Entrepreneurship**

**Performance**

**Focus client**

**Focus employés**

**Votre monde sécuritaire**



# GARDA

[garda.ca](http://garda.ca)

Corporation de Sécurité Garda World  
1390, rue Barré | Montréal | Québec  
H3C 1N4 | Canada

